le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

SAM. 10, DIM. 11, LUN. 12 MARS 1979 - Nº 871

Commission paritaire Nº 56 942 Tél. 636.73.76.

2,00 F.

Monsieur Barre «comprend» les sidérurgistes. Il trouve normal leur «désarroi». Il se sent même «solidaire» d'eux, dans une interview publiée ce vendredi matin par Le Nouvel Observateur.

Mais les CRS et gardes mobiles qui ont si sauvagement agressé les manifestants de Denain, mardi et mercredi, sont aux ordres du gouvernement Barre. Mais le plan de restructuration de la sidérurgie et les licenciements, c'est ce même gouvernement qui les a froidement décidés, avec la bénédiction patronale.

En réalité, la pseudo-compréhension de Barre, ou de Giscard, n'est qu'un élément de plus dans les manœuvres de la bourgeoisie. Patrons et politiciens ne se sont guère émus quand les milliers de licenclements ont été annoncés. Ils espéraient que tout se passerait en douceur. Et vollà que face à la lutte résolue des travailleurs, face à la résistance populaire telle qu'elle est en œuvre à Longwy, à Denain et ailleurs, ils versent des larmes de crocodiles, et ils s'agitent l

Le gouvernement, qui est responsable au premier chef, tente d'accréditer l'idée que les actions offensives de ces derniers jours ne sont pas l'œuvre des sidérurgistes, mais d'éléments incontrôlés dont le seul but serait la violence. Mais d'où vient-elle la violence, sinon de ces CRS et de ces licenciements ? Et qui étaient-ils, ces milliers de manifestants dans les rues de Denain tout au long de la semaine ? Certes, il n'y avait pas que des sidérurgistes : il y avait aussi des femmes des sidérurgistes, des travailleurs d'autres entreprises, des chômeurs, des jeunes. C'est justement parce que les actions menées étaient des actions de masse que le gouvernement y oppose des brutalités policières et tente de louvoyer et de gagner du temps.

Les partis de la bourgeoisie ne sont pas en reste dans ces tentatives pour canaliser la lutte des sidérurgistes dans une fausse direction. Il y a quelques mois, l'hémicycle de l'Assemblée était quasiment vide quand se discutait le plan de restructuration de la sidérurgie. Et aujourd'hui, ils demandent tous un débat extraordinaire sur ce thème l

Qu'il ait lieu ou pas, on sait très bien qu'un tel débat ne servira à rien. Eux aussi le savent, et leur seul but est de tenter d'entraîner la lutte dans leur jeu traditionnel, celui des politiciens.

Dans cette entreprise de canalisation, le PCF tient toute sa place. D'un côté il prétend soutenir les actions efficaces des sidérurgistes et de l'autre, il participe à plein aux manœuvres politicardes, criant plus fort que les autres pour que l'assemblée nationale soit convoquée. Comme si on pouvait être des deux côtés de la barrière à la fois ! En fait, avec ses moyens propres, le PCF joue le même jeu que les autres : il apporte son soutien, surtout verbal, à ceux qui luttent, pour ne pas se couper d'eux, mais le député Porcu n'hésite pas à se placer face aux manifestants pour détourner leur juste colère, comme à Longwy, la semaine dernière. Ses militants participent à des actions «coup de poing», mais il essaye de détourner les cibles, substituant les trusts européens au vrai coupable, notre bourgeoisie. L'Humanité rapporte les actions menées, mais ne dédaigne pas de glisser des allusions aux éléments extérieurs qui seraient responsables de la violence

Non, décidément, ce n'est pas de ce côté-là que doivent regarder ceux de Lorraine et du Nord, et tous les autres, car les sidérurgistes ne sont pas seuls à lutter, comme en témoignent les grèves des centres de tri, comme en témoignent les manifestations de soutien apparues au lendemain des violences policières de Denain.

La résistance populaire, les actions efficaces et de masse, sont la voie juste. Le recul d'Usinor, qui suspend provisoirement les opérations de licenciement, en est la preuve. Certes, il ne s'agit que d'une suspension provisoire, qui correspond au moins autant à une manœuvre pour gagner du temps qu'à un véritable recul. Mais il est significatif de constater que cette décision d'Usinor n'a été prise qu'au moment même ou les actions de masse se déroulaient à Denain. Quelques heures avant, le PDG d'Usinor jurait ses grands dieux qu'il avait été au bout de ses possibilités...

Alors, plus que jamais, la résistance de masse aux licenciements doit se poursuivre, et avoir tout notre soutien. Elle sera efficace.

Nicolas DUVALLOIS

- Les licenciements dans la sidérurgie suspendus pendant les négociations
- Repli des flics à Denain
- Mouvement de solidarité dans tout le pays



Mercredi, au plus fort des affrontements entre des milliers de manifestants et les CRS à Denain, le PDG d'Usinor, Etchegaray, avait été amené à dire que les licenciements étaient «provisoirement» suspendus pendant les négociations. Sous la pression du ministre Boulin, inquiet de la poursuite des affrontements jeudi, de nouvelconcessions semblent de faire jour : Sacilor se rallierait à la position d'Usinor et d'autres mesures seraient prises : pré-retraite à 55 ans généralisée, et abaissée à 53, voire 50 ans dans certains cas.

Autre signe de la gêne gouvernementale : les flics se sont faits plus discrets à Denain, alors qu'ils avaient ouvertement provoqués les travailleurs tout au long de la semaine.

Cette petite évolution gouvernementale aussi à mettre en rapport avec les nombreuses manifestations de jeudi : Marseille, Saint-Nazaire, Gueugnon, Orléans... Des débrayages ont eu lieu à Berliet, à Fos... Face à cette solidarité, face aux luttes qui se développent, Barre brandit la menace : dans son interview au Nouvel Economiste, il tente de diviser les travailleurs en lutte, en menacant ceux qui luttent «alors qu'ils ont la quasi garantie de leur emploi» ; les grévistes des centres de tri, qui continuent leur mouvement, sont les premières cibles de ces mena-

Lire en pages 3 et

Centres de tri AUJOURD'HUI, LA LUTTE EN EST A UN STADE DECISIF

Au centre de tri de Nanterre, les flics sont intervenus deux fois dans la nuit de jeudi à vendredi. Ils ont matraqué et embarqué treize grévistes au commissariat et les ont relâchés seulement vendredi à huit heures sous la pression des grévistes.

Vendredi, tous les centres en grève (18 sur 24) continuaient la grève. Les flics étaient toujours présents presque partout. On assistait à une extension de centres de tri parallèles mis en place par le patronat.

Il se confirmait la volonté de responsables syndicaux, notamment CGT, de freiner toute initiative, d'empêcher l'extension du mouvement. La question des perspectives de la lutte se pose si les fédérations n'appellent pas à la lutte dans tout le pays, ce qui est une nécessité, une urrence.

Lire en'page 4

8 mars,
journée des femmes
IRAN:
Des dizaines de
milliers de femmes
dans les rues
de Téhéran contre
le tchador

PARIS:
«Les femmes
prennent la rue»

Lire en page 16

REVUE DES REVUES

De la révolte à la révolution

REBERGES

JOURNAL DE L'UNION COMMUNISTE DE LA JEURESSE REVOLUTIONNAIRE

Le nº 15 de Rebelles , journal de l'UCJR, vient de sortir. Les luttes de la jeunesse contre le chômage y tiennent une large place. Nous publions ci-dessous des extraits du reportage en Lorraine de l'envoyé spécial de Rebelles .

«Mais, pourquoi tenez-vous tant à rester ici, à vivre ici : c'est noir, c'est plein de fumées». Anne, lycéenne, me dira : «// y a de la fumée, d'accord, mais je ne sais pas... C'est mon pays, mes parents sont nés ici, nous aussi, on veut y rester. On y a notre famille, nos copains, nos habitudes et notre histoire... nos attaches quoi la Sylvie : «Moi, j'ai mes grands-parents ; ça fait 70 ans qu'ils habitent ici, je vais pas leur demander de déménager In «Et puis, expliquera Annie, chômeuse, militante de la JOC, que je rencontrerai le lendemain, on quitte pas un pays comme ça. Moi, je vois bien. Même s'il faut que je parte à Nancy, ça me travaille / L'idée de partir, ça m'effraie. Une fois sorti de Longwy, t'as pas la même ambiance, et même si tu reviens souvent, c'est pas la même chose».

"C'est moche, d'accord" diront-ils souvent mais Thierry, lui,
s'insurge: «La fumée c'est le
travail, c'est la vie. Ici, quand tu
regardes une usine, tu vois la
main des hommes, c'est travaillé
un peu comme une cathédrale;
c'est pas des rectangles posés
tout droit. C'est mon pays: c'est
là que je veux travailler, c'est là
que je veux vivre. C'est une ville
ouvrière, il y a des habitudes,
c'est mon milieu. Je suis fils

d'ouvrier. Je serai ouvrier. (ci»,

A 5 HEURES, A UN BARRAGE

D'autres sidérurgistes viennent grossir le barrage, des jeunes notamment. C'est là que je rencontre Thierry. Nous parlons du rôle des jeunes dans la lutte. «La manifestation des élèves, c'était positif. Il y avait beaucoup de gars de CET. Cette manif nous a permis d'apparaître en tant qu'élèves, de montrer notre volonté de soutenir la lutte des travailleurs, par nos propres initiatives». «Nous étions majoritaires, m'avait expliqué Geneviève, il n'y avait personne en cours. Plus de la moitié était à la manif». Cette manifestation n'a pas été

Avoir 20 ans en Lorraine

la seule mobilisation de la jeunesse, il y a eu aussi «les flammes de l'espoir». Annie raconte : «les enfants des écoles maternelles, des primaires, sont tous descendus de Longwy-Haut à Longwy-Bas avec un petit flambeau en carton. Il y avait 10 000 gosses. Toute la place était pleine de gosses. C'était poignant».

«Maintenant, il faut agir nousmêmes». Ce souci de Thierry de développer la mobilisation spécifique des jeunes, ils le partagent tous. Claire résume parfaitement cette préoccupation : «On ne sait pas ce qu'on peut faire de plus pour soutenir les initiatives des sidérurgistes, la question, on se la pose depuis un bout de temps…»

Le soutien massif aux actions

des travailleurs mais «également au niveau qualitatif», «On est en train de mettre en place un collectif interlycéens qui doit représenter les élèves, pour compter dans la lutte, peut-être avoir une place à l'Intersyndicale et qu'on tienne compte de nos idées». Pour réaliser cela, elles se heurtent à la nécessité de mettre en place une structure de lutte reconnue, qui élargisse le noyau actif, mais où elles pourraient aussi favoriser le débat. «Par rapport à l'attaque du commissariat, sur le moment, on a refusé de s'y joindre, il y avait seulement une minorité qui voulait y aller. On ne pouvait pas engager toute la manif. Ensuite, il y a eu des discussions individuelles; au début, les gens étaient contre, et puis on s'est

aperçu que c'était une violence légitime». «Ce qu'il faudrait, c'est qu'on débatte des moyens de lutte, des opérations coup de poing, et en fonction de la majorité, trancher, et pouvoir soutenir telles ou telles formes de lutte. Mais il faut en discuter avant».

Déjà, quelques gars du tech-

nique ont entrepris de faire paraître un journal. L'idée d'en faire l'instrument de discussion nécessaire fait son chemin. L'autre idée, selon ces lycéennes - mais elle est aussi partagée par des gars du technique -«c'est de développer nos propres luttes pour la liberté d'expression, pour la gratuité de l'enseignement, pour un enseignement adapté à la vie, pour une participation plus importante des élèves à la vie du lycée, Pour connaître le budget, par exemple par rapport aux problèmes de matériel au technique». En plus de cela, il leur semble qu'il faut participer directement à la lutte de leur région contre le chômage. Mais ils ne voient pas bien comment. Des idées ont été lancées : «Occuper le lycée, refuser de se présenter au bac»; elles restent à discuter. Avec Patrice, nous discuterons de cette idée : «Commencer à se battre contre l'avenir de chômage dès l'école, pour éviter l'isolement à la sortie et pour renforcer la lutte des travailleurs. Soutenir activement les luttes des jeunes chômeurs, par exemple organiser des actions communes qui sensibilisent les élèves». «Les gars de CET sont prêts à se battre. Il faut trouver les actions à mener» pense





Trois ans après Montredon Viticulteurs : le repli corporatiste

Montredon, 4 mars 1976. Trois ans après, où en est le mouvement viticole ? Dans Sud, l'hebdomadaire du Languedoc, Louis Lafabrié donne d'importants éléments de réponses.

Depuis trois ans, le décor n'a pas bougé. La viticulture occupe actuellement 58 % de la production agricole régionale. Pour les seuls départements de l'Hérault et de l'Aude, la proportion est encore plus forte : respectivement 83 et 70 %. Les exploitations agricoles, 150 000 en 1955 sont passées aujourd'hui à 83 000 et on prévoit qu'il n'y en aura plus qu'environ 45 000 en 1995. Pour les deux principaux départements viticoles, la baisse est aussi spectaculaire: Hérault: 50 000 en 1955, 27 000 en 1978, 13 000 en 1995. Aude: 33 000 en 1955. 20 000 en 1978, 10 000 en 1995.

Le vieillissement incessant de la population, l'augmentation considérable des charges de production qui doublent presque tous les trois ans, l'augmentation du coût de la vie, autant d'éléments négatifs qui viennent compléter ce tableau : moins que jamais la situation de la monoculture régionale n'est brillante (...).

Sud donne trois raisons à la «baisse d'énergie» des viticulteurs : une baisse de la surproduction depuis deux ans, le traumatisme de Montredon, et les échéances électorales de 77-78.

La conjoncture — surtout des deux premiers facteurs — a eu pour conséquence l'effacement progressif des Comités d'action viticole (C.A.V.) et la reprise en main des actions par le syndicalisme modéré : une évolution logique. Les CAV n'ont été créés que pour impulser et coordonner le mouvement viticole en période de crise aiguë : comme à l'époque de Montredon. Ils n'ont pas — on l'oublie trop souvent — d'existence propre (...).

«BAGARRES DE COULOIR»

Le CAV de l'Aude est le seid

cependant à avoir subsisté : outre 'le «règlement» de Montredon, il s'attache efficacement à lutter contre l'arrachage des vignes pour lequel le gouvernement offre des primes (voir Sud n° 146) mais à par contre échoué dans sa tentative pour favoriser la chaptalisation (voir Sud n° 135).

Pour Jean Huillet, leader du Mouvement d'intervention viticole occitan, petite organisation maintenant marginalisée: «Le système, c'est le lieu privilégié de la politique des notables. Aux actions sur le terrain a succédé l'ère du débat syndical, des bagarres de tendances, de couloirs». N'est-ce pas, exprimée différemment, la même raison qui vient de pousser Emmanuel Maffre-Baugé à abandonner ses mandats syndicaux pour rejoindre le Parti communiste dans son opposition à l'élargissement de l'Europe ? (...).

Le repliement sur eux-mêmes des viticulteurs, caractérisé à la base par un individualisme plus marqué en l'absence de mobilisation a des relents de corporatisme. Rouge ou rose, le midi viticole a une particularité, selon André Cazes : «Régulièrement, il a des accidents de droite, de poujadisme, de corporatisme. Et actuellement, je crois qu'il est en train de vivre un tel accident».

Il est vraisemblable en tout cas qu'il y aura des changements dans le vote des viticulteurs lors des prochains scrutins cantonaux et surtout européen. Cela se traduira par une poussée des partis qui auront clairement prôné le non à l'élargissement de la communauté (PC et RPR). Dans les esprits sont trop présents les démêlés avec les vins italiens et le danger que représenterait le vignoble espagnol, le plus grand du monde, si son rendement rejoignait le nôtre.

LA MONTEE DU PC

Le choix d'Emmanuel Maffre-Baugé en faveur du PC, s'il n'est pas partagé par bien des responsables viticoles, paraît rencontrer des échos favorables «à la base». Dans les villages, les gens ont certes encore très peur des communistes, mais disent certains: «Ils ont raison au PC, l'Espagne c'est un danger». Et puis, la perspective de voir Maftre défendre les intérêts du Midi à la tribune de l'Assemblée européenne n'est pas pour déplaire.

Il ne faut pas non plus oublier que le scrutin de juin n'implique pas un changement de gouvernement en France, ce qui peut encore favoriser la montée du PC. Bref, ce sont les socialistes, dont la position nuancée face à l'Europe n'est pas très bien percue, qui devraient, logiquement, faire les frais de l'évolution actuelle.

Mais, de quelle ampleur celleci sera-t-elle ? Inversera-t-elle un balancier qui a toujours jusqu'ici penché — mais de moins en moins fort — vers le PS ? Au soir des élections européennes, il n'est pas possible que les partisans du non catégorique soient majoritaires en Languedoc.

Louis LAFABRIE

Très tôt joudi matin les sidérurgistes affluaient dans la rue principale de Denain Certains ne s'étaient même pas couchés Les affrontements de la veille se sont terminés vers deux heures du matin. La ville ressemblait au lever du jour à un vaste champ de bataille capsules de grenades lacrymogènes, canettes de bière, cailloux et bou lons jonchaient le sol. Non loin d'Usinor, une immense barricade confectionnée à l'aide de panneaux publicitaires, de cadies de supermarchés, de potéaux électriques empruntés à un chantier voisin, etc.. Un peu plus loin, quelques wagons abandon nés en travers de la route achevaient si c'était nécessaire de bloquer toute circulation à Denain.

En fait, la colère était telle contre les brutalités policières de la veille que nul ne songeait aller travailler. Ni à Usinor, ni ailleurs. Tout au long de la journée, les verriers de Saint-Gobain et les ouvriers de Vallourec menacés de plusieurs dizaines de licenciements barraient les routes. Mais c'est à Denain que la journée fut la plus combative et déterminée. Le face-à-face avec les flics commençait dès cinq heures trente. Petit à petit, les sidérurgistes qui arrivaient se mettaient eux aussi à crier leur haine des CRS. Vers dix heures, les représentants des organisations syndicales battaient le rappel pour qu'un meeting se tienne devant l'usine. Ils eurent beaucoup de difficultés à convaincre les sidérurgistes. Ceux-ci étaient préoccupés pour l'heure d'infliger une bonne correction aux CRS: volonté bien compréhensible compte tenu du comportement policier de la veille. Finalement, tant bien que mal, les représentants de la CGT et de la CFDT parvinrent à entraîner le gros des sidérurgistes présents. Au cours du meeting, les deux sections syndicales ont proposé d'exiger rapidement du sous-préfet

qu'il retire ses flics et en suite, dès que cela serait fait, que les siderurgistes retournent à l'usine pour veiller en particulier à ce que le haut fourneau ne se détériore pas. En effet, 700 tonnes de fonte en fusion risquent de se figer et d'endommager gravement le haut fourneau et les mélangeurs si des mesures ne sont pas prises rapidement. Mais à peine la voiture-sono était-elle rangée que la quasi-totalité des travailleurs présents s'en retournèrent vers le commissariat à la rencontre des CRS, sans attendre sur place, comme cela leur avait été demandé, la réponse du sous-préfet. Pendant plus de deux heures. on assistera à de très violents affrontements avec les flics qui ne se priveront pas d'envoyer des centaines de grenades lacrymogènes, grenades au chlore et grenades offensives. Plusieurs fois, ils devront reculer ; ils relèveront plusieurs blessés parmi eux. Des centaines de gars d'Usinor-Denain, d'Usinor-Sedan, venus en délégation, ou d'entreprises environnantes participeront à un moment ou à un autre aux jets de pierres, de boulons, etc.

Vers treize heures, les responsables syndicaux ap-

Ceux à qui Le Quotidien du Peuple déplaît!

Jeudi matin, alors que les travailleurs se rassemblaient dans la rue principale de Denain, notre journaliste a été pris à parti par trois individus qui lui ont déclaré «ne pas aimer le Quotidien du Peuple». Profitant d'un moment où notre camarade s'est trouvé séparé des manifestants ils lui ont arraché son appareil photo et l'ont détruit. Perte pour le Quotidien : 1 300 F.

Les sidérurgistes, les travailleurs qui lisent régulièrement nos articles et nos reportages sur la sidérurgie et les luttes ouvrières jugeront comme ils le méritent cet acte et ses auteurs.

Blois : blocages de routes et manifestation combative

Jeudi 8, à l'appel de la CGT, CFDT et FEN avait lieu une journée d'action contre le chômage (près de 7 000 chômeurs dans le Loir-et-Cher) et les menaces sur l'emploi qui pèsent sur Air Equipement (700 ouvriers).

En début d'après-midi, toutes les sorties de Blois étaient bloquées provoquant d'importants embouteillages. A plusieurs reprises, les travailleurs se sont opposés aux responsables de l'UL-CGT en particulier, qui se proposaient de

Non aux saisies-arrêt ! Non aux expulsions ! Français-Immigrés une seule classe ouvrière !

Manifestation départementale du Val-de-Marne, organisée par les comités de résidents des foyers Sonacotra, ADEF, AFRP du Val-de-Marne,

La manifestation est une riposte contre les saisiesarrêt, les expulsions, et la répression qui sévit dans les foyers. Les expulsions continuent de menacer, au foyer d'Ivry: 6 résidents sont menacés à partir du 15 mars, 6 résidents du foyer de Villejuif, et 15 d'un foyer de Vitry subissent la même menace.

SAMEDI 10 MARS
MANIFESTATION 14 HEURES
FOYER D'IVRY
4 - 14 Rue Michelet 94 000 Ivry. M° Mairie d'Ivry

DENAIN: LA COLERE APRES LES BRUTALITES POLICIERES

petient à un nouveau meeting dans Usinor cette fois. Les responsables syndicaux annoncaient alors que le sous préfet acceptait le départ des flics. A peine le meeting ferminé, les quis foncérent de nouveau vers le commissariat où dis ceretiouvéent face à face avec les gardes mobiles.

Le service d'ordre syndical avait été mis en place pour repousser les manifestants qui cherchaient à chasser les flics. Finalement la moitié seulement des gardes mobiles décampa, le reste se tassant dans le tout nouveau commissariat. Cela relança la colère d'une forte minorité de travailleurs qui eut l'impression de s'être fait

L'ECLATEMENT DES CONTRADICTIONS

Plusieurs fois des porte-parole syndicaux seront pris à parti par les sidérurgistes: «A chaque fois vous mettez le brin lu. Ce qui dans le langage du Nord revient à les accuser de mettre la pagaille. «Pourquoi toujours s'interposer entre les flics et les grévistes ?». «Si on fait cela, répondit un déléqué, c'est que l'on ne tient pas à ce que cela dégénère et qu'il y ait comme mercredi des gars qui soient gravement blessés». Un jeune combatif répondit : «Nous sommes bien conscients des risques pris, mais cela

Pour la première fois, jeudi, la manière dont l'action était conduite s'est trouvée ouvertement contestée par les sidérurgistes, parfois en termes assez violents. Toutefois, il faut signaler que si des critiques à l'adresse de certains responsables syndicaux ne manquent pas, ceux-ci sont encore très

faire lever les barrages

tous les quarts d'heure.

Finalement, ceux-ci durent

rents cortèges devalent se

regrouper devant la pré-

fecture et près de 2 500

personnes ont défilé dans

le centre-ville. Les mots

d'ordre insultant Sudreau

(le maire de Blois), dénon-

cant la répression policière

à Denain, réclamant des

actions efficaces furent les

faire dans le calme, alors

que des manifestants vou-

laient marcher sur la mai-

tuelle pour Blois tant par

l'importance des débraya-

ges à Roto-Diesel et à Air

Equipement par exemple,

que par des barrages de

Correspondance

Journée d'action inhabi-

La dispersion devait se

A 17 h 30, les diffé-

y renoncer.

plus repris.

est nécessaire la



suivis lorsqu'ils proposent une initiative, même si certaines initiatives sont acceptées à contre-cœur.

Mais jeudi, ils ont eu beaucoup de difficultés à convaincre les sidérurgistes de renoncer à chasser les CRS et les gardes mobiles déployés massivement dans Denain.

LA POPULATION MOBILISEE

La deuxième caractéristique de cette journée, est la convergence sur le terrain, contre les flics, de la population locale, des travailleurs des autres boîtes de Denain et du Valenciennois avec les sidérurgistes.

Par ailleurs, la volonté de résistance aux flics reste grande. Il est frappant de constater que la ré férence aux grèves de 1947 revient souvent dans la bouche des sidérurgistes. Depuis, en effet, il n'y avait jamais eu ici d'affrontement significatif avec les «forces de l'ordre». En tout état de cause, il est prévisible que les affrontements se poursuivront tant que les CRS et autres gardes mobiles ne quitteront pas la ville

SAMEDI A NANTES : MANIFESTATION CONTRE LA CENTRALE DU PELLERIN

Sur les mots d'ordre «Pas de centrale au Pellerin, oui au maintien de la vie sur le site, non au début des travaux», une manifestation est organisée ce samedi 10 mars à Nantes, à 14 heures. La manifestation doit partir des quatre coins de la ville, chaque rassemblement développant un thème particulier (nucléaire et gaspillage, nucléaire et emploi, nucléaire et énergies douces), avec un point de convergence au centre-ville.

Cette manifestation est appelée par les comités de défense de la Basse-Loire, les Paysans-travailleurs, la FDSEA, la CFDT, la société pour l'étude et la protection de la nature en Bretagne, et d'autres associations ou organisations politiques dont le PCR ml et le PCML.

Trois des principales entreprises de Roubaix ont participé à la riposte aux violences policières contre les travailleurs de Denain. Les mots d'ordre d'arrêt de travail ont bien été repris par les organisations syndicales, notamment à la Lainière de Roubaix où les travailleurs ont été invités à débrayer deux heures en fin de poste. A la IHF (Vanora prêt Sima) de Croix et à la Stein, des débrayages ont eu lieu.

Contre les violences policières :

solidarité à Roubaix

Denain : enseignants en grève

Des enseignants de Denain ont pris la décision de se mettre en grève à partir de vendredi 9 mars jusqu'au départ des flics de la ville et de ses environs. Cette décision a été prise par une coordination d'enseignants des deux lycées de Denain et de huit CES des alentours.

Dans la matinée de jeudi, une manifestation d'enseignants et d'élèves du CET-lycée technique de Denain s'est tenue. Elle a rejoint les sidérurgistes dans la rue principale, et fut très applaudie.

Usinor-Dunkerque : débrayages et collecte sans précédent

Des débrayages très massifs ont eu lieu jeudi à Usinor-Dunkerque, en riposte aux violences policières contre les sidérurgistes de Denain. A l'aciérie nº1 et nº2, il y avait jusqu'à 100 % de grévistes. Une collecte sans précédent a été effectuée par les sidérurgistes de Denain. Les 12 500 NF récoltés serviront à affréter des cars qui emmèneront à Dunkerque des sidérurgistes de Denain et de Longwy.

Jeudi à Lyon : action efficace à Berliet

Pour exiger des augmentations de salaires, pour protester contre l'intervention policière à Denain, ce matin 2 000 ouvriers de Berliet ont bloqué totalement pendant deux heures le boulevard Laurent Bonnevay et l'autoroute Lyon-Grenoble, provoquant un embouteillage monstre. C'est la seconde action considérée comme efficace par les travailleurs depuis la grande manifestation dans Lyon il y a quinze jours. Le préfet a accepté de recevoir les organisations syndicales l'après-midi même, ce qui est considéré comme positif même si personne n'attend rien. Cette action a le mérite de relancer la mobilisation offensive. Les directions syndicales vont bien être obligées de la prendre en compte... Affaire à suivre

Correspondance

Communiqué

Les enseignants du CES Michelet de Saint-Ouen (93), solidaires des sidérurgistes, victimes des provocations et répressions policières, ont observé un arrêt de travail le jeudi 8 mars 1979 de 10 h 40 à 11 h 30.

Ils décident de s'organiser en commissions de travail sur les problèmes de démantèlement de l'enseignement et appellent à une assemblée générale du personnel sur ces problèmes le mercredi 21 mars à 14 heures.

Approuvé à l'unanimité des présents.

LUTTES OUVRIERES

Une préoccupation des travailleurs de Longwy

SOLIDARITE AVEC LES CAMARADES DE DENAIN

De notre envoyé spécial Gérard PRIVAT

La journée de jeudi a été relativement chargée à Longwy. La préoccupation générale était bien de «faire quelque chose» en solidarité avec les travailleurs de Denain. Toutefois, peu de décisions concrètes ont été prises. Le matin, un accord était intervenu à l'Intersyndicale pour organiser une montée sur Paris convergeant entre Denain et Longwy. Puis, l'après-midi, une nouvelle réunion remettait cette décision en cause, arguant du fait que les travailleurs à Denain avaient obtenu le retrait des forces de police. Une certaine confusion s'est ainsi établie et finalement rien n'a été fait jeudi, et il n'était pas non plus prévu qu'il y ait

quelque chose vendredi. Par contre, pour samedi, l'UIS-CFDT avait programmé l'envoi de plusieurs bus de Longwy vers Denain.

D'autre part, la décision du PDG d'Usinor, Etchegaray, de suspendre toutes les mesures de restructuration a été accueillis avec prudence ici. A la CFDT, on commentait ainsi la nouvelle : «En un sens, on peut parler d'un recul d'Usinor : mais c'est parce qu'ils ont peur : ils veulent sans doute «calmer les esprits», avec ce qui se passe à Denain. En tout cas, cela ne change rien. On en est toujours au même point. Tout reste à faire. Il ne faut pas

que les travailleurs se fassent d'illusions là-dessus».

Par ailleurs, l'occupation de la société immobilière «La Familiale» se poursuit toujours. Il n'y a pas eu d'éléments nouveaux dans la journée de jeudi; le directeur prétexte que l'annulation de l'augmentation des loyers ne peut être décidée que par le conseil d'administration et que celui-ci ne se réunit qu'au mois d'avril.

Enfin, dans le cadre de la journée internationale des femmes, une manifestation a regroupé jeudi soir à Longwy, un millier de femmes de différentes régions de la Lorraine.

Ce jeudi soir, il y a pas mal de monde dans les locaux de «La Familiale». Un appel a été lancé dans l'après-midi pour renforcer l'occupation et il a été bien recu.

21 heures. Une voix crie: «Silence, c'est l'heure du bulletin d'information». Il en est ainsi toutes les heures, lci, on suit attentivement les événements de Denain. Tout le monde est solidaire, chacun veut faire quelque chose pour waider les copains de Denain». Pourtant, les choses ont du mal à se concrétiser. En début d'après-midi, l'annonce de la montée sur Paris a été accueillie dans l'enthou-

siasme. Non que cette action satisfasse entièrement, mais on allait «faire quelque chose». Et en commun avec les travailleurs de Denain. Aussi, la déception se lisait sur les visages quand l'annulation de cette action a été connue. Que s'est-il donc passé ? C'est l'UIS-CFDT Longwy qui avait pris l'initiative de faire cette proposition à l'Intersyndicale, et un accord était intervenu. Mais, certains syndicalistes, arguant d'un certain retrait des forces de répression obtenu par les travailleurs de Denain, ont fait opposition et finalement, il n'a pas été possible de maintenir le projet initial.

DEBAT SUR UNE MARCHE

Il reste que ce projet de marche sur Paris, tout comme celle du 23 mars, est l'objet de discussions soutenues, Faut-il se détourner du terrain de Longwy, là où, en définitive, se décide les choses ? Un militant parle : «Au moment de Thionville, on a fait une marche comme cela. Les gars étaient partis nombreux et remontés. En fait. on les a baladés de la Tour Eiffel à l'Assemblée nationale, et ils sont revenus plutôt déprimés. Après, ça a été quasiment fini ; plus possible de remobiliser. Alors, nous, on ne veut pas de ça ici. Il faut un objectif pour aller à Paris. Qu'une action comme ça ne soit pas la fin, l'aboutissement».

En l'occurrence, la journée du 23 mars comporte bien ce risque. La direction CGT se livre à de fortes pressions qui ressemblent fort au diktat pour imposer son point de vue aux autres syndicats. Et puis, certains travailleurs ici comprendraient difficilement que tout le monde ne participe pas à la marche du 23. En tout cas, pour les militants CFDT, cette marche, quel que soit son caractère, ne peut régler les problèmes posés ici. Il s'agit de poursuivre la mobilisation à Longwy, trouver de nouvelles actions. continuer à construire le rapport de forces. Et puis, œuvrer à la coordination dee secteurs de luttes.

SAMEDI A DENAIN

11 heures : la discussion revient à nouveau sur les événements de Denain : «Quand même, dit une femme, c'est très important ce qui se passe làbas. Nous, avec l'opération de cette nuit, on fait un peu folklore», «Je ne suis pas d'accord, coupe un jeune gars, tu as vu le bruit que ça a fait d'avoir fait venir Johnny Halliday à Longwy ? Ce n'est pas pour lui, on sait qu'il s'en fout. Mais, c'est pour la publicité que ca nous fait, à nous». L'argument ne

convainc pas tellement. Le stade, de faire parler de Longwy est un peu dépassé. «Quand même, maintient la femme, avec ce qui se passe à Denain, on n'a pas été très à la hauteur». C'est un peu le sentiment général. Mais, une proposition a emporté l'adhésion: «Samedi, on fait monter des bus sur Denain, on ira manifester avec eux» rappelle un militant CFDT. L'occasion est offerte ici, de tisser des liens, d'unir ceux qui luttent. Car ici, l'idée de la communauté du combat, chez tous les sidérurgistes, est profondément ancrée. Il y aura sans doute beaucoup de monde samedi pour aller à Denain.

CENTRES DE TRI DE LA RÉGION PARISIENNE Après la manifestation de jeudi

«Qu'attend la fédération CGT pour lancer un mot d'ordre national de grève dans les centres de tri ?»

Ils étaient bien 3 000, jeudi à dix heures, près du ministère des PTT avenue de Ségur. Une manifestation combative, hérissée de banderoles des différents centres présents, de drapeaux rouges, et scandant des mots d'ordre offensifs. Trappes, Evry, Créteil, Nanterre, Bobigny, Issy-les-Moulineaux,

Très vite, aux mots d'ordre reprenant les revendications de la grève, s'en ajoutent d'autres, portant sur les moyens à mettre en œuvre pour gagner. La grande banderole CGT-CFDT de Créteil affirme :

«Une seule solution, l'extension l», mot d'ordre largement repris par d'autres centres, tant par des militants CGT que CFDT. «A bas les manifestations traine-savates l Des actions efficaces l» ou encore : «Assez de lamentations, nous sommes dans l'action». Les affrontements de Denain sont présents dans toutes les têtes, on entend : «Denain, Longwy, Paris, offensive ouvrièrel»...

Une première fois, la manifestation arrive à la hauteur du ministère. Aussitôt, un SO vigoureux se met en place. Une partie du cortêge s'arrête, tandis que certains s'évertuent à faire circuler le maximum de monde hors de portée. Deuxième tour, la tension monte, perceptible au niveau des mots d'ordre, qui laissent progressivement la place à une clameur : «Au ministère, tous ensemble». Cette fois, la poussée des postiers est forte, car ils ne tiennent pas à continuer indéfiniment le tour de pâté de ministère. Alors que les flics renforcent leur dispositif, le SO obstrue complètement le chemin. Un instant, il est enfoncé au milieu. Plusieurs dizaiPontoise, les CTA de la banlieue parisienne, particulièrement dynamiques, donnaient le ton, bien relayés par des centres de tri parisiens, dont Austerlitz et Brune, où depuis quelques jours, les gars sont passés à l'initiative. A remarquer aussi, le bureau Paris 14 en grève, et la présence de gars des chèques. A peine la manifestation était-elle partie qu'un cortège d'hospitaliers de Montreuil, en grève depuis le matin, la rejoignait un instant, avant d'aller devant le ministère de la Santé, voisin de celui des PTT. Inutile de dire que les accès aux ministères étaient bien gardés.



Le service d'ordre empêche les postiers de se rendre au ministère.

nes de grévistes, tous centres confondus, CGT et CFDT, passent au travers, suivis par d'autres encore. Un deuxième rang de SO se forme immédiatement, en avant des flics, tandis que des responsables CGT dispersent les hésitants, afin d'isoler les plus déterminés. Malgré ces manœuvres, plusieurs centaines de postiers sont encore là. Pendant une bonne demi-heure, ils demandent des comptes aux directions

syndicales. Une chose est de plus en plus évidente à l'issue de cette manifestation, c'est la volonté des responsables syndicaux, notamment CGT, de freiner toute initiative, d'empêcher l'extension du mouvement. Dans presque tous les centres, cette obstruction systématique suscite des oppositions de plus en plus marquées, y compris dans les rangs de la CGT. Comment ne pas s'interroger, quand on constate qu'après plusieurs semaines de grève dans les CTA, après l'intervention ultra-rapide des flics dans la quasi totalité des centres, - chose qui ne s'était pas vue depuis la grève de 53 - après l'annonce de sanctions contre les «meneurs» et de changement de brigades, après la mise en place de centres de tri parallèles comme à Rungis... la fédération CGT n'ait pas encore cru opportun de lancer un mot d'ordre national de grève dans les centres de tri? Pour une grande partie des postiers en lutte, si la fédération avait voulu lancer ce mot d'ordre, il y a longtemps qu'elle aurait pu le faire, vu la situation. Dans d'autres occasions, pas si lointaines, elle l'a bien fait. Alors ? actuel de la au stade lutte, après une extension importante du mouvement sur la région parisienne, les postiers demandent des comptes.

A l'AG qui s'est tenue jeudi après-midi, à la Maison des Syndicats de Créteil, et qui rassemblait des postiers de Créteil, d'Evry, de Nanterre, d'Austerlitz, d'Issy-les-Moulinaux..., la question a été fermement posée. Après l'appel à la grève nationale lancé par la CFDT, dans les centres de tri, les postiers attendent, exigent un mot d'ordre similaire de la part de la CGT. Et pas seulement sur le papier !

Monique CHERAN

Le Quotidien du Peuple
Adresse Postale BP225 75 924 Cédex 19
Crédit Lyonnais Agence ZU 470 Compte N°668 J
CCP N°23 132 48 F - Paris
Directeur de Publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC - Paris Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

CONTRAIRES AU SEIN DU PEUPLE

CONTRAIRES AU SEIN DU PEUPLE s'efforce de présenter chaque fin de semaine, sur un sujet déterminé, plusieurs points de vue différents qui sont en présence au sein du peuple. Leur confrontation doit contribuer à faire avancer les débats au sein du mouvement de masse. Bien entendu, l'exposé de ces points de vue différents n'engage que leurs auteurs et nullement la rédaction du journal.

Pour quelque temps, nous ouvrons les colonnes de la rubrique à l'exposé de points de vue sur la question de l'Europe. Nous appelons nos lecteurs à nous envoyer leurs contributions sur cette question, y compris s'ils le souhaitent en se situant par rapport aux points de vue déjà exprimés dans le cadre de la rubrique. Les lecteurs peuvent aussi revenir sur des questions déjà abordées ces dernières semaines, dans «Contraires au sein du peuple», car bien entendu, le passage d'un sujet de débat à un autre, ne signifie pas une clôture du débat précédent.

LES RÉVOLUTIONNAIRES ET L'EUROPE (suite)

Le Danemark : nécessité de lutter contre les deux superpuissances dans la perspective d'un Danemark non-aligné.

LEDANEMARK : PAYS DU SECOND MONDE

Le Danemark est un petit pays (5,1 millions d'habitants) du second monde. C'est-à-dire que notre pays a, à cause de sa position objective, un double caractère : d'un côté la bourgeoisie monopoliste au pouvoir exploite et opprime les peuples du Tiers Monde, par exemple ceux des colonies danoises : le Groenland et les lles Féroé ; de l'autre côté les travailleurs danois ont à lutter non seulement contre la bourgeoisie danoise, mais également contre l'oppression nationale par le premier monde, c'est-à-dire les deux superpuissances, dans la perspective d'une lutte pour l'indépendance nationale.

LE DANEMARK ET L'OTAN

Le Danemark adhère depuis 1949 au bloc militaire américain, l'OTAN. L'OTAN a pour but de défendre, du point de vue militaire, les intérêts de la superpuissance US. L'entrée du Danemark à l'OTAN effectuée par la bourgeoisie danoise constituait une soumission à l'impérialisme américain.

Pour nous, communistes danois, notre objectif est la révolution socialiste et finalement le triomphe du communisme dans le monde entier. Mais, nous pensons qu'il est possible dès aujourd'hui pour les travailleurs d'obtenir des acquis, des victoires. Pour cela nous demandons la sortie du Danemark de l'OTAN, mais certainement pas pour adhérer à l'autre bloc militaire impérialiste : le Pacte de Varsovie.

LA MENACE DU SOCIAL-IMPÉRIALISME

Notre objectif dans le domaine de la politique étrangère est un Danemark non-aligné, c'est-àdire que notre pays ne soit soumis ni aux USA, ni à l'URSS, qui est la plus agressive, et, actuellement, est à l'offensive au niveau mondial. Dans la Mer Baltique l'URSS déploie ses navires de guerre, et elle a des sous-marins porteurs de missiles nucléaires. En RDA, à quelques dizaines de kilomètres de notre pays, l'URSS tient en permanence plusieurs centaines de milliers de soldats. Les détroits danois, qui lient la mer Baltique à l'Atlantique, constituent des passages stratégiques pour la flotte soviétique.

Tout ceci prouve que le Danemark est opprimé par les USA et directement menacé par l'URSS.

LA CEE

Mais pour que le Danemark soit véritablement non-aligné, il ne faut pas qu'il soit soumis aux grands monopoles européens. Plus ceux-ci renforcent leurs positions à travers la CEE, plus la position de la classe ouvrière européenne s'affaiblira, et plus l'indépendance nationale de notre pays et des autres petits pays sera mise en cause et bafouée. La CEE est une union, où les petits pays sont dominés par les grands; ils ne se trouvent pas sur le même pied d'égalité, à l'intérieur de cette Communauté.

Pour cela, nous considérons le résultat du référendum organisé en 1972 au Danemark comme une défaite. Il en résulta une majorité favorable à l'entrée, après une vaste campagne mensongère de la part de la bourgeoisie. Actuellement, nous luttons pour l'unité la plus large autour des mots d'ordre : le Danemark hors de la CEE – non à une Union suprananationale – pour l'indépendance nationale – le Danemark hors du système monétaire européen – pour un nouveau référendum – boycott des élections au Parlement européen.

Nous ne nions nullement que le Marché commun ait pris et prenne des positions qui vont parfois à l'encontre des intérêts des deux superpuissances, et nous nous en réjouissons et nous appuyons de telles mesures si elles vont dans le sens des intérêts des peuples.

UN DANEMARK NORD-EUROPÉEN : DANS LA LUTTE ANTIHÉGÉMONIQUE

Nous pensons que dans la situation actuelle dans le monde il est impératif de renforcer la lutte antihégémonique contre les deux superpuissances, et en particulier contre celle qui est à l'offensive et menace de façon extrêmement grave la paix mondiale, avec ses agressions barbares en Erythrée, au Kampuchéa, etc., c'est-à-dire contre l'URSS.

Pour les travailleurs danois, nous pensons qu'ils seront dans une position plus favorable pour mener à bien la lutte antihégémonique, s'ils n'ont pas les mains liées. Mais une telle position ne vient pas comme ça, mais seulement par la lutte, par

une mobilisation importante du peuple danois.

LA BOURGEOISIE VEND

Nous savons que nous ne pouvons pas compter sur «notre» bourgeoisie pour la défense de notre indépendance nationale. A travers toute notre histoire, la bourgeoisie a toujours vendu la nation à celui qui payait le plus, à celui qui était le plus fort. C'était entre autres le cas pendant l'occupation du pays par les nazis, un gouvernement danois de collaboration était en place. Pour cela, notre perspective pour la défense de la nation et son indépendance contre toute agression est la guerre popu-

LES PAYS NORD-EUROPÉENS : SE BATTRE POUR L'ANTIHÉGÉMONISME

Nous pensons que le peuple norvégien a obtenu une victoire en votant non au référendum de 1972 pour l'entrée au Marché commun, après une très dure bataille. Et nous pensons que c'est une bonne chose que la Suède ne soit ni à l'OTAN ni à la CEE.

Pour des raisons historiques, culturelles, économiques et géographiques, les pays Nord-européens (La Norvège, la Suède, la Finlande, l'Islande, le Danemark, le Groenland, les îles Féroé) doivent renforcer leurs liens sur la base d'une lutte commune antihégémonique contre les deux superpuissances. Dans cette perspective, nous soutenons

la lutte des peuples islandais et norvégien pour le retrait de leurs pays de l'OTAN. Nous nous opposons à la dépendance de la Finlande à l'URSS. Nous soutenons également, et nous sommes actuellement le seul parti danois à le faire, le droit des peuples groenlandais et des lles Féroé, à l'índépendance nationale face au colonialisme et au néo-colonialisme danois.

FRONT ANTIHĖGĖMONIQUE AU NIVEAU MONDIAL

Pour nous, les pays et les peuples nordiques ont intérêt à renforcer, sur la base du non-alignement, leurs liens mutuels dans la région de l'Europe sur un même pied d'égalité et avec le Tiers Monde, qui constitue aujourd'hui la force principale dans la lutte contre les deux superpuissances. La perspective est de former le front le plus large entre tous les peuples du monde, les nations et les pays opprimés contre les deux superpuissances et en particulier l'URSS.

«ARBEJDERAVISEN» (Le journal du travailleur» édité par le KAP, Parti communiste ouvrier du Danemark.

Littérature : lire la déclaration commune de janvier 1975 (traduction anglaise) des 6 partis et organisations marxistes-léninistes nordiques.

Si vous venez à Copenhague, visitez la librairie «Oktober» 24 Studiestraede 1455 Copenhague K

Le point de vue de l'ORT (Espagne): «L'Europe unie crée de meilleures conditions pour la défense de l'indépendance nationale»

Le document que nous publions est un extrait de la conférence prononcé par José Sanroma Aldea, secrétaire général de l'Organisation révolutionnaire des travailleurs (ORT) d'Espagne, devant le «Club siglo XXI» le 20 décembre dernier. Rappelons que l'Espagne n'est actuellement ni membre de la CEE, ni membre de l'OTAN. Le gouvernement espagnol a fait officiellement sa demande d'adhésion à la CEE, mais les Espagnols ne voteront pas en juin prochain pour l'élection Parlement européen. L'ORT se prononce pour l'entrée de l'Espagne dans la communaute européenne.

(Extraits traduits par nos soins).

«L'Europe unie, lorsqu'elle se constitue en force indépendante des USA et de l'URSS, loin de limiter en termes réels la souveraineté étatale des pays membres, la renforce et la protège et crée de meilleures conditions pour la défense de l'indépendance nationale.

Le développement de l'unité européenne est, et continuera à être, un processus très complet, plein de difficultés, de reculs même. Il y a en face les deux superpuissances, et il y a en son sein quelques forces qui s'y opposent. Nous voyons le travail que fait en France le parti communiste de Marchais, en duo avec les faux héritiers de De Gaulle, et sur la base d'une agitation et d'un nationalisme démagogique.

Les difficultés pour une plus grande et plus ample intégration européenne s'accroissent avec la crise économique qui existe et qui se prolonge. Mais une volonté décidée de politique unitaire peut en venir à bout, en incluant celles qui sont posées par les demandes d'intégration de la Grèce, du Portugal, et de l'Espagne.

Nous trouvons un sujet d'espérance dans le progrès de l'unité politique et économique de l'Europe, dans sa possibilité d'indépendance, dans le fait que même sur le plan militaire et au sein de l'OTAN, on commence à faire quelques pas timides. Depuis la création de l'Eurogroupe en 1968, jusqu'à la formation du Haut comi-

té aux plans civils d'urgence, en passant par la déclaration signée en 1974 à Ottawa, voilà des choses qui parlent de l'effort des pays européens pour la récupération de leur indépendance face à ce qui limite concrètement leur souveraineté. La question de l'entrée dans l'OTAN exige un vaste débat national, qui n'est pas encore mené à terme, malgré les promesses du gouvernement. L'ORT n'est pas partisan d'une telle entrée et nous nous y opposons.

Mais, nous ne partageons pas les idées de ceux qui parlent même de rompre leur mot magique, «consensus», si cette entrée a lieu. Dans cette éventualité, il faudrait agir en regroupant les forces authentiquement nationales pour continuer à lutter pour notre souveraineté, il faudrait agir en faveur de l'unité européenne en son sein.

'attitude courageuse d'un pays, la Roumanie, nous revient en mémoire : il défend valeureusement son indépendance et gagne un prestige international croissant, malgré le fait qu'il s'agit d'un membre de l'agressif pacte de Varsovie, sur lequel l'URSS règne en dictateur. Je n'essaye pas de donner une caution de gauche par cet exemple à l'entrée de l'Espagne dans l'OTAN. Je voudrais seulement réaffirmer par cela que nous sommes disposés à lutter sans trève pour l'indépendance de notre patrie, et nous devons savoir le faire quelles que soient les circonstances.

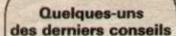
Dernier sommet avant les élections de juin

CETTE EUROPE MONETAIRE QUI RESTE ENCORE A FAIRE

Par François NOLET

Les chefs d'Etat et de gouvernement des Neuf se réunissent ces lundi 12 et mardi 13 à Paris. Ils pourront enregistrer le déblocage intervenu cette semaine à Bruxelles sur la question épineuse des «montants compensatoires» sur les prix agricoles, qui bloquait la mise en place du système monétaire européen.

Ce «Conseil européen» sera le dernier avant les élections européennes de juin. Tenus avec une périodicité de trois fois par an, ces sommets ont été institutionnalisés en 1974 à l'initiative de Giscard. Leur fonction, bien qu'ils n'aient pas de pouvoir défini au sein des institutions européennes, est en principe de débloquer les questions les plus controversées.



e En 1975, le Conseil européen de décembre prendra une décision, celle de prévoir l'élection du Parlement européen au suffrage universel pour 1978 (la date sera repoussée d'un an par la suite). Cette décision du Conseil européen ne constituait pas en elle-même une très grande nouveauté : la possibilité de l'élection au suffrage universel était déjà prévue par le traité de Rome, et les pouvoirs du Parlement ne doivent pas être accrus en principe, même si certains craignent ou espérent une extension de fait de son poids politique.

• Le sommet de Rome, début 1977, consacré aux problèmes économiques, constate qu'il ne pourrait guère prendre de décisions, le nouveau président des États-Unis étant élu mais pas encore en fonctions. Il faudra attendre le sommet suivant, trois mois après, pour que les Neuf puissent discuter en présence de Carter.

 Au sommet de décembre 1977 l'accord se fait entre les Neuf sur la mise en place du sinistre «espace judiciaire européen», au moyen d'une convention d'extradition.

e Le sommet de Copenhague, en avril 1978 discutera des mesures à prendre face aux fluctuations du dollar. A ce moment, les Neuf ne prévoient pas de relance de la production et donc pas d'amélioration de la situation de l'emploi aussi longtemps qu'une zone de stabilité monétaire n'aura pas été instaurée en Europe.

Contrairement aux autres institutions communautaires (Commission, Parlement, Conseil des ministres, Cour de Justice), qui ont, dans les limites de leur compétence, certains pouvoirs de décision, le Conseil européen constitue, juridiquement, une procédure de concertation. Mais, de par la fonction des participants, le Conseil européen joue de fait, un rôle déterminant dans l'avancée - ou la stagnation - de la construction européenne.

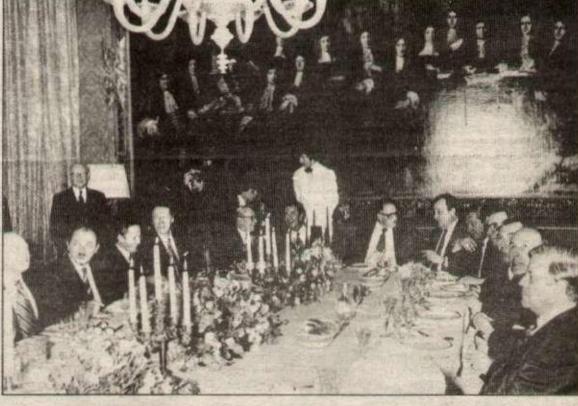
Le Conseil européen traite des questions sur lesquelles le conseil des ministres n'a pas pu progresser, ou des problèmes politiques non prévus par les traités.

Avant 1974, les chefs d'État de la Communauté se réunissaient déjà de façon épisodique, quand un problème important restait en suspens. C'est ainsi, pour ne parler que de la dernière période, qu'une telle réunion s'était tenue à Copenhague en décembre 1973, à la suite de la puerre d'octobre au Proche-Orient, et de l'émergence des revendications des pays producteurs de pétrole. Ce sommet aboutit à une déclaration commune des Neuf sur le Proche-Orient.

Les tentatives de relance européenne de Giscard

Au sommet de décembre 1974, Giscard, fraîchement élu, entreprend de demander l'institutionnalisation des réunions de chefs d'État, avec la volonté politique sous-jecente de relancer l'intégration européenne.

A l'issue de ce sommet, les Neuf décidaient de se réunir désormais avec une régularité de trois fois par an. Les chefs d'État et de gouvernement, éventuel-



lement assistés de leurs ministres des Affaires étrangères, auront comme objectif, lors de ces réunions, de faire progresser la coopération politique des États membres.

C'est lors de ce même sommet de 1974 que les chefs d'État ont partiellement remis en cause le principe des prises de décision à l'unanimité, qui bloquent les décisions communautaires dès qu'un Etat s'estime lésé. La declaration finale stipulait : «Pour améliorer le fonctionnement du Conseil de la communauté, ils (les gouvernements) estiment qu'il convient de renoncer à la pratique qui consiste à subordonner au consentement unanime des États membres la décision sur toute question».

Le principe des prises de décision à la majorité n'est appliqué que pour des questions secondaires, et, en tout état de cause. le Conseil des ministres des Neuf ne peut prendre de décisions à la majorité que si tous ses membres se sont mis préalablement d'accord. Lorsqu'il s'agit de questions importantes, pouvant heurter les intérêts d'un Etat membre, les Neuf procèdent à des prises de décision unanimes. C'est ainsi que dans la dernière période, la mise en place du système monétaire européen s'est trouvée compromise du seul fait que le gouvernement français y a mis obstacle, en raison du différend qui l'oppose à l'Allemagne sur la question des

Un rapport perturbé par la crise

En 1975, le Premier ministre belge Tindemans présentait un rapport sur l'état de l'union politique europeenne. Il constatait une stagnation de la coopération politique des Etats membres et préconisait, pour y remédier, d'accroître les pouvoirs de la Commission de Bruxelles, et d'étendre la règle des prises de position communes des Neuf sur les questions internationales, notamment dans les rapports avec le Tiers Monde. Mais ce rapport arrivait dans une situation économique et politique qui allait rendre très difficile son application. La crise qui frappait les Etats européens depuis 1973 accentuait les inégalités de développement des économies des pays membres, et creusait les écarts entre eux, du fait de

l'exacerbation des contradictions entre les Etats membres ; la construction européenne devenait plus problématique.

Faire front au dollar?

Le dernier Conseil européen avait à son ordre du jour la mise sur pied d'une zone de stabilité monétaire. Le problème est toujours pendant et le sommet de ces lundi et mardi doit tenter de sortir de l'ornière.

Les Neuf se trouvent en effet face à un dilemme : d'une part, ils ont un intérêt commun à réaliser une union monétaire face aux fluctuations du dollar, qui perturbent gravement les échanges communautaires. C'est la raison de la proposition francoallemande, présentée en juillet dernier, et discutée par le dernier Conseil européen. D'autre part, les Neuf n'ont pas tous la même capacité économique, et les mêmes movens de maintenir stable leur monnaie. On sait que le mark enregistre une tendance

continue à la hausse, cependant que des pays comme la Grande-Bretagne ou l'Italie ont de sérieux problèmes pour empêcher leur monnaie de baisser, le franc français étant dans une position intermédiaire.

Une stabilité des monnaies impliquerait une harmonisation des politiques économiques (un même taux de croissance), mais aussi sociales : une union monétaire aurait des difficultés à se maintenir si les taux d'inflation ne sont pas identiques dans tous les pays, ce qui est loin d'être le cas. Pour réduire les taux d'inflation, il convient, en économie capitaliste, de prendre des mesures d'austérité qui impliquent des risques politiques que les gouvernements ne peuvent pas tous assumer sans problème.

Une unité longue à venir

Le résultat est connu : le systeme dont la mise en œuvre était prévue pour le 1er janvier de l'année en cours, péchait des l'origine par un manque de cohérence : la Grande-Bretagne n'en était pas partie prenante, l'Italie et l'Irlande s'y associaient à des conditions différentes de celles des autres pays : ces deux pays bénéficiaient des possibilités d'une marge de fluctuation de leurs monnaies de 6 %, au lieu de 2,25 % pour les autres pays. De surcroît, en cas d'écart d'une monnaie par rapport au taux de base, il n'était pas prévu de mesures contraignantes, mais seulement une procédure de consultation automatique:

En dépit des limites déjà étroites imposées à la définition du système monétaire européen, celui-ci n'a pu se mettre en place, en raison du différend franço-allemand sur les montants compensatoires agricoles. Ce système des montants compen satoires annule pour l'Allemagne les effets à l'exportation des réévaluations successives du mark: ils constituent une prime à l'exportation pour l'Allemagne et les autres pays à monnaie forte. Le gouvernement français, confronté à des manifestations de producteurs de porc, souhaite la suppression progressive de ces montants compensatoires, en échange de la mise sur pied du système monétaire européen. Le gouvernement allemand n'est pour sa part pas disposé à admettre cette suppression qui conduirait à une baisse des revenus des agriculteurs allemands, difficilement admissible politique-

Depuis, le système monétaire européen était dans l'impasse. Il semble que les pas en avant réalisés à Bruxelles devraient premettre de débloquer la situation.

Nantes Brissonneau

«MAINTENANT ON A COMPRIS QUE LES MANIFESTATIONS NE SUFFISAIENT PLUS»

De notre correspondant à Nantes

«Les Brissonneau ont montré leur désir de ne pas subir, ils se battent et ils se rebattront encore», concluait le délégué CFDT de Brissonneau au cours du gala de solidarité de samedi dernier à Nantes. Gala qui intervenait une semaine après la reprise du travail suite aux cinq semaines de grève. Succès pour ce gala qui rassembla plus de 3 000 personnes. Une grande exposition faite par les travailleurs eux-mêmes et leurs sections CGT et CFDT retraçait la lutte, donnait la réalité du chômage que vont vivre les 135 licenciés. Un montage-diapos sur grand écran remettait dans la mémoire de tous les événements importants de cette lutte : blocage du train de Paris, occupation policière, riposte immédiate des métallos nantais qui, «coinçant le préfet», obtenaient une victoire éclatante, journée d'action du 8 février, affrontement violent avec les CRS, tentative d'occuper la chambre patronale. A plusieurs reprises dans la lutte, les Brissonneau ont essayé de reprendre à leur compte, de développer des actions efficaces, à l'image de la

Lorraine et du Nord. Pourtant la lutte n'a pas permis de gagner sur «pas un seul licenciement»: aujourd'hui, il reste 135 licenciés sur le pavé, mais pour de nombreux gars de Brissonneau et de la métallurgie nantaise, la lutte a été l'occasion d'un débat important sur : «Quels types d'action développer aujourd'hui?», «Quelle stratégie avoir face aux licenciements, au chômage?». Parmi les 135 licenciés, beaucoup ne veulent pas voir la chape du silence retomber sur eux aujourd'hui. Quelles actions développer maintenant? Avec qui? Ce sont les questions qui ont été au centre d'une discussion qui regroupait Bruno, jeune ouvrier licencié de Brissonneau, syndiqué CFDT; Pierre, ouvrier de Brissonneau CFDT; Roland et Jean-Jacques, deux chômeurs membres du comité «Action liaison chômage» qui a fait un travail de popularisation de la lutte sur un quartier et qui tente de développer une mobilisation contre le chômage à Nantes, et notre correspondant au Quotidien du Peuple à Nantes.

- Tout au long de la lutte, vous avez eu l'impression de vous heurter à un mur.
- Pierre: Oui, il faut savoir que Brissonneau fait partie de Jeumont-Schneider. Et dans le trust c'est une miette. Quand on discutait avec le directeur ou le chef du personnel on voyait bien qu'ils ne décidaient pas grand chose. Juste les noms des licenciés, c'est tout.
- Bruno: Il aurait fallu s'attaquer au niveau national, aller à la direction principale avec tout le personnel de France, occuper les locaux.
- Jean-Jacques: Mais si tout le mouvement s'était étendu à Nantes, à la navale (un mois de chômage pour 1979), est-ce que cela n'aurait pas résolu le problème ? Plutôt que de viser une action nationale au niveau du trust, il aurait peutêtre fallu développer un mouvement à Nantes.
- Pierre: D'ailleurs on se rendait compte qu'on ne pouvait pas développer un mouvement seulement autour de Brissonneau. On entendait des gens de Dubigeon (navale) dire qu'ils en avaient marre de défiler pour nous, alors que leur problème est aussi important.
- Bruno: D'autant qu'à Nantes, il y a des chômeurs dans toutes les entreprises.
- Pierre: On a essayé justement de ne pas rester dans l'usine, de sortir avec des actions à la mairie de Chantenay, au Neptune, à la gare, à la banque Empain, patron de Jeumont-Schneider.
- Bruno: Avec toutes ces actions, ce qu'on voulait, c'était montrer qu'on était toujours en lutte. Qu'on ne nous enterre pas trop vite!

- Justement plusieurs actions dures ont eu lieu; dans ces actions, à plusieurs reprises, les unions locales CGT et CFDT ont «flotté». Sur la boîte, comment ça se passait ?
- Pierre : Ce qu'il fallait c'est qu'elles soient acceptées par les deux syndicats, alors tu comprends il fallait faire des actions «dures mais pas trop...» Mais les travailleurs syndiqués CGT ou CFDT, eux, ils étaient d'accord. Si on veut obtenir quelque chose aujourd'hui, il faut faire autre chose : des négociations comme ça, on le voit, ça ne sert à rien. Par exemple, la riposte au Neptune, quand on a été chercher le préfet, pour exiger que les CRS quittent l'usine, c'était bien. Tout le monde après soutenait, parce qu'on avait gagné aussitôt (retrait immédiat des CRS) ; on aurait défilé dans Nantes tout l'après-midi, les CRS seraient encore dans l'usine. Ça fait bien voir que c'est cette forme d'action qui peut payer.
- Le 8 février il y a eu des affrontements importants à la préfecture, en tentant d'enfoncer les grilles. Quel bilan en avez-vous tiré à Brissonneau ?
- Bruno : C'était clair que pour cette journée d'action, on voulait autre chose qu'une manifestation traîne-savates. avant la journée du 8, le bruit circulait que cette manif ne serait pas comme les autres. Le fait de bloquer les entrées de Nantes le matin avait donné le ton. Quand on est arrivé à la préfecture, les responsables des unions départementales ont essayé de faire circuler. Ça a sifflé et la plupart sont restés devant, c'est alors que nous on a essayé d'enfoncer les grilles. Après, ce que disaient



Les Brissonneau bloquent une voie ferrée

les gars, c'est que vu le nombre qu'on était, il aurait fallu rester et tenter vraiment de rentrer dans la préfecture. Aujourd'hui les gens, ils attendent seulement qu'on leur propose des actions et alors ils y vont. Si tout le monde n'est pas resté devant la préfecture, c'est parce que les directions syndicales étant parties, il n'y avait plus de directives précises. C'est ça qui a entraîné le flottement.

Pierre: La semaine d'après, devant la chambre patronale cela a été pareil. L'initiative de découper au chalumeau les grilles de l'entrée, c'est un groupe de syndiqués et de non-syndiqués qui l'a prise. Après la journée d'action du 8, on avait vu qu'il fallait proposer des initiatives si on voulait renforcer la mobilisa-

- tion. Déjà à cette mobilisation il y avait bien moins de monde, beaucoup pensant, après l'attitude des unions locales du 8 février, qu'on repartait dans le cycle des manifs traîne-savates. Le problème c'est qu'on ne pouvait pas en parler à l'intersyndicale, car cela aurait été refusé. C'est pour ça que quand les unions locales ont déserté pendant qu'on coupait les grilles au chalumeau, il y a eu le même flottement.
- Jean-Jacques: Pendant l'action, vous auriez peut-être dû informer tout le monde, prendre la parole. C'est ça aussi qui a mangué.
- Bruno : De toute façon, on a eu raison car c'est tout ce qu'il y a à faire aujourd'hui. D'ailleurs, malgré l'échec et la condamnation par la CGT de cette action, dans l'usine, après on n'était pas du tout isolé. A Nantes, occuper la chambre patronale, ca rappelle les grandes luttes de 1955 quand la navale avait fait le sac de tout le premier étage. Même si la lutte est un échec, puisqu'il reste des licenciés, ce qui est important c'est qu'elle a servi à une prise de conscience importante par rapport aux types d'actions à mener aujourd'hui.
- Aujourd'hui le travail a repris : par rapport aux 135 licenciés des propositions sont-elles faites ?
- Bruno ; On continue à se réunir tous les jours au local du comité d'entreprise ; tout le mondenevient pas, c'est sûr, étant donné qu'il y en a qui essayent de chercher du travail, de trouver des solutions individuelles, mais il y en a bien une quarantaine qui sont prêts à déve-

lopper les actions. Je pense moi qu'il faut continuer, justement pour éviter que les 135 soient enterrés en silence. Mais il ne faudrait pas seulement se limiter aux licenciés de Brissonneau, mais prendre contact avec d'autres licenciés où chômeurs et que ce soient des actions contre le chômage.

- Roland: Au CALC (Comité d'Action Liaison Chômage), nous, on essaie de développer des actions. Il faudrait essayer de les mener ensemble. La lutte contre le chômage, elle se développera mieux à partir des entreprises. Surtout Brissonneau qui est largement popularisé aujour-d'hui sur Nantes.
- Pierre: Dans ceux qui ne sont pas licenciés, comme moi, il y en a qui participeraient à ces actions. Tous ceux à qui la reprise a laissé un drôle de goût, ils se mobiliseraient là-dessus, c'est sûr.
- Comment ces actions peuvent-elles démarrer ?
- Pierre: Aujourd'hui, le principal, c'est de faire des propositions concrètes, en venant au local du comité d'entreprise où on est réuni, par exemple : les gens sont prêts à la discussion, à envisager des actions, surtout avec l'exemple de la Lorraine et du Nord.
- Jean-Jacques: Occuper un jour l'ANPE, bloquer les trains le lendemain, intervenir au centre des impôts, ce ne sont pas les cibles qui manquent. Bien montrer au pouvoir public qu'on ne veut pas se laisser faire, c'est cela le principal aujourd'hui.



FEMMES TRAVAILLEUSES FEMMES CHOMEUSES : SURVIVRE DANS LA FRANCE DE 1979

M Aujourd'hui, plus que jamais le 8 mars a une signification profonde pour les femmes du peuple. Dans tous les domaines de la vie des femmes, le pouvoir frappe et tente de reprendre ce que nous avons gagné de longue date, en particulier notre droit à l'emploi. En effet, jamais le chômage des femmes n'a été

aussi important. Nous représentons à nous seules 53 % des chômeurs alors que nous sommes 38 % de l'ensemble global des salariés. Dans tous les pays d'Europe, les femmes sont les plus touchées par le chômage, la Belgique et la France en

«PREMIERES LICENCIÉES. **DERNIERES EMBAUCHÉES»**

Si ce mot d'ordre aujourd'hui est rejoint par d'autres, tel celui de Longwy «chômage ras-le-bol» qui touche toute la classe ouvrière et gagne les employé(e)s, il garde une résonance particulière, car le taux de chômage des femmes est le double du chômage des hommes. Ce nombre a encore augmenté en 1978; et il faudrait compter de plus les femmes qui travaillent à temps partiel, ou qui ne sont pas inscrites à l'ANPE.

L'attente pour retrouver un emploi est toujours plus longue que pour les hommes (quelques mois). Par ailleurs, les femmes sont faiblement indemnisées, plus de la moitié ne possèdent aucune qualification. De plus, nombreuses sont les femmes ayant un contrat déterminé : ainsi à la fin d'un contrat, elles ne sont pas considé rées comme licenciées, elles ne touchent donc pas d'indemnités. Et pour celles qui travaillent, l'écart

TRAVAILLER: **UNE NECESSITE**

La crise de la bourgeoisie a profondément aggravé les conditions matérielles des familles populaires et crée des conditions d'autant plus difficiles pour que les femmes puissent travailler et s'occuper de leurs enfants, de leur maison, ces tâches leur incombant encore généralement à part entière. Lorsque l'on fait le calcul des frais de garde d'enfant(s), et la

Des chiffres qui crient

 De 1974 à aujourd'hui, le nombre des femmes au chômage n'a cessé de s'accroître. Leur nombre a augmenté de 33 % entre mars 1975 et mars 1976 (13 % pour les hommes). De 1976 à 1977, il augmente les hommes). En 1978, nouvelle aggravation de

- 8 8 % des ouvrières sont au chômage, pour 4 % des ouvriers. 7,3 % des employées, pour 2,9 % des employés

- Les jeunes femmes de moins de 25 ans sont les plus touchées : elles représentent les 2/3 des demandeurs d'emploi de cette tranche d'âge. Une jeune femme sur cinq est au chô-

- Sur les 180 000 chômeurs recensés qui touchent l'aide publique, c'est-à-dire le minimum de 15 francs par jour, on compte 110 000 femmes. En revanche, 48 000 femmes seulement (sur 125 000 personnes) touchent «l'allocation supplémentaire d'attente» (les 90 %).

comparaison avec le salaire d'une O.S., on peut se poser la question sur les movens de parvenir, non plus à boucler les fins de mois, mais tout simplement à vivre !

Une femme seule, avec ou sans enfant (plus de 4 millions de femmes aujourd'hui) est de toute façon obligée de travailler si elle veut subvenir à ses besoins, aux besoins de sa famille. Une femme mariée, son salaire trop souvent considéré comme un salaire d'appoint, compte tenu du salaire du conjoint, est également obligée de travailler. Frais de garde, transports, travail fatigant, répétitif, salaires les plus bas, tel est le lot de milliers de femmes qui travaillent, qui ont à trouver un équilibre entre leurs tâches professionnelles et leurs tâches familia-

DES «VOLEUSES D'EMPLOIS» ?

Le gouvernement, sans traiter ouvertement les femmes de voleuses d'emplois, fait tout pour qu'elles puissent être considérées comme des responsables du chômage, comme pour les immigrés. Jamais la propagande en faveur du retour au fover n'a été aussi pesante, C'est Mme Pelletier, déléguée à la condition féminine qui, tout en faisant croire à un encouragement à l'emploi féminin, insiste lourdement sur «les femmes au foyer dont la liberté de choix devrait être respectée». C'est Boulin, ministre du travail. qui affirme que la vocation de la femme est de rester à la maison, et qu'elle peut se livrer à des activités de bénévolat si elle s'ennuie chez elle. Ce sont les évêques qui s'en mêlent, pour proclamer que la charité chrétienne devrait conduire les familles à se contenter d'un salaire sur deux, celui du mari. Et Mme Christiane Collanges écrit un livre tout exprès pour culpabiliser les femmes

ce n'est pas seulement l'affaire des hommes, mais aussi la leur.

population active.

nationale de 33 %

du jour.

Dans l'industrie par exemple :

En 1904 : 2 250 000 femmes soit 37 %

En 1976 : 1 835 704 femmes soit 22.9 %

LA MYSTIFICATION DU TEMPS PARTIEL

qui ont un travail salarié et qui de

ce fait ne pourraient assumer

«correctement» leur rôle de mère.

d'épouse et de gardienne du

4 % des salariés travaillent à temps partiel; sur ces 4 %, 7,3 % pour les femmes et 2,3 % en ce qui concerne les hommes. Ce chiffre atteint 50 % dans les Euromarchés : «C'est ca ou rien».

Raymond Barre, dans le programme de Blois, incitait «les organisations professionnelles et syndicales à élaborer des programmes de développement du travail à temps partiel. Les salariés notamment les femmes devraient pouvoir bénéficier du droit de choisir des horaires réduits de

Il s'agit en fait de supprimer l'absentéisme et de rentabiliser de façon accrue les premières heures de travail, sous prétexte de faire concorder les horaires de travail et les horaires d'école. On renforce ainsi l'idée du «salaire d'appoint»

On pallie le manque d'équipements collectifs et on renforce la femme dans ses fonctions traditionnelles de femme au foyer, en voulant faire concorder ses heures de travail et les tâches familiales.

De plus, cela porte atteinte à la vie syndicale ou collective, c'est un facteur de division, qui peut entraver les luttes, tout particulièrement la lutte contre la réduction du temps de travail sans réduction de salaire !

C'est du chômae partiel déqui-

UN DROIT QUE NOUS DÉFENDRONS

Pourtant les femmes ont gagné de longue date leur droit à l'emploi. Ce courant irréversible, base de l'émancipation de la femme, ne peut être brisé, ainsi que le montrent les nombreuses luttes de femmes contre les fermetures d'entreprises et contre les mauvaises conditions de travail et les bas salaires, tentant en même temps de résoudre les problèmes familiaux, de faire partager ces tâches, comme à Azur, à la SPLI, à Moulinex, et bien d'autres entreprises de toutes les régions de France. Dans ces diverses luttes, les femmes ont contribué à la remise en cause de la domination bourgeoise et du rôle traditionnel dans lequel celle-ci veut continuer de les enfermer. A Rhône-Poulenc, elles ont refusé le salaire d'appoint que le patron / voulait imposer aux femmes mariées.

Les luttes des employés (banques, assurances, grands magasins) ont vu également les femmes occuper une place importante.. Au cours de ces luttes, les femmes voient s'ouvrir la possibilité de briser leur isolement, de s'organiser pour gagner, elles prennent conscience que la politique,

Femmes salariées

En 1906, 7 694 000 femmes sont salariées, soit 39 % de la

En 1921 : 39,6 %, en 1962 : 27,5 %, en 1975 : 8 456 669 soit 38,4 %.

Cette proportion n'a que peu varié depuis le début du siècle,

40 % des femmes sont dans les bureaux, concentrées dans des

postes subalternes, peu qualifiés. L'écart de la qualification

l'inégalité des salaires a augmenté, un écart d'une moyenne

moins de 2 000 F, 4 femmes sur 5 gagnaient moins de 2 800 F

par mois (le SMIC étant alors de 1742 F), un écart de 25 %

pour les femmes O.S. par rapport aux ouvriers, un écart de

Aussi plus que jamais le combat pour l'égalité des salaires

dans les faits, contre les discriminations sexistes, pour le droit

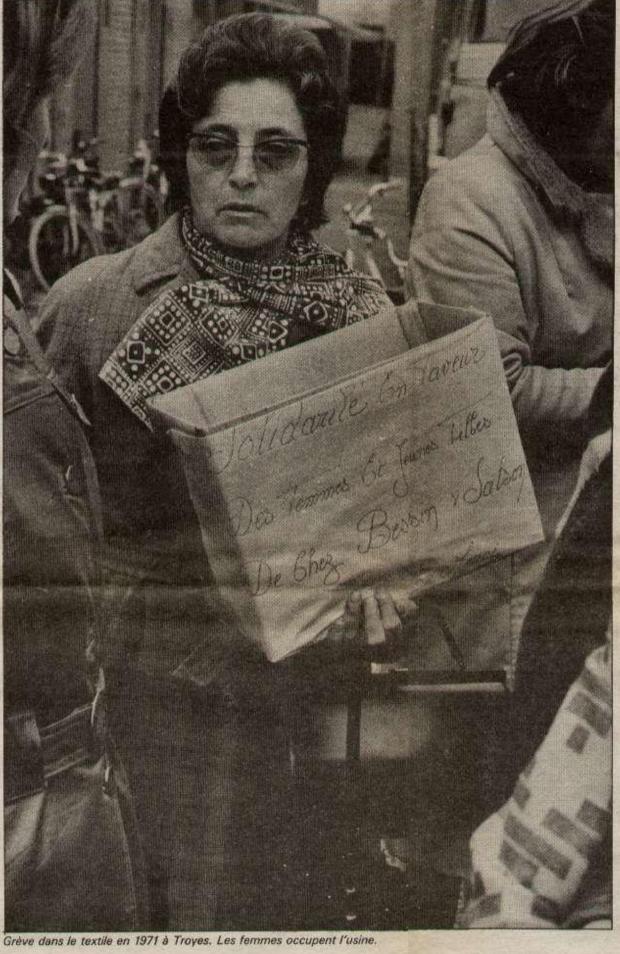
au travail comportant formation et qualification est-il à l'ordre

23 % pour les employées par rapport aux hommes.

Exemple: au 1er janvier 1977, 53,9 % des femmes gagnent

s'est creusé entre les hommes et les femmes ; de même

mais ces chiffres bien que proches ne reflètent pas les mêmes



Edith et Solange, ouvrières parisiennes :

DIALOGUE SUR LA VIE REELLE

Edith, ouvrière à Montreuil O.S dans l'électronique explique les difficultés qu'elle rencontre dans ses conditions matérielles

«Seule avec 2 enfants de 3 et 4 ans, je travaille comme O.S. en usine pour 2 200 F. Après avoir payé les 1 000 F de garde (il ne m'a pas été possible d'avoir une place en crèche pour la plus jeune, et l'école n'a plus de place disponible), regarde ce qu'il me reste en enlevant mon loyer, pour l'alimentation et les diverses dépenses du mois, comme l'habillement et l'entretien de la maison / Ne parlons pas de loisirs ! Quand l'avais le salaire unique et les allocations de frais de garde, je touchais 840 F par mois. Maintenant, depuis juillet dernier, je ne touche plus que 592 F de complément familial. J'ai donc perdu dans cette soi-disant aide aux familles 250 F par mois !

Pour une femme qui reste à la maison, elle avait, avant, le salaire unique (200 F) à partir de deux nfants, plus une majoration d'allocation suivant l'âge des enfants, environ 150 F, ce qui lui faisait 350 F ; maintenant, c'est le même complément familial pour toutes les familles, que la femme travaille ou qu'elle soit à la maison. Aussi quand on voit le prix des gardes, cette situation ne peut qu'inciter les femmes dont la paye du mari est suffisante... à retourner à la maison I Pour moi, cela ne se pose pas, puisque je suis obligée

Françoise, ouvrière dans une petite entreprise parisienne est enceinte, et n'a aucun espoir de trouver une place à la crèche. Elle sera obligée de mettre son gosse en nourrice. Bien que son boulot soit fatiquant, répétitif, dans une atmosphère de contrôle incessant, elle dit elle-même qu'elle préfère travailler, plutôt que de rester à la

maison. De toute facon, pour elle. ce ne serait guère possible : son compagnon ne gagne que 3 000 F par mois, où iraient-ils tous les

son, qu'est-ce que cela veut dire ? son, qu'est-ce que cela veut dire ? Qu'on en fait toujours plus. Pas de priorité en maternelle ni à la cantine, on fait donc la navette à l'école quatre fois au lieu de 2, on fait 2 fois les courses au lieu d'une, à moins d'avoir un congélateur, ce qui n'est pas toujours le cas. On a tendance à changer plus les gosses, à plus raccommoder. Ajoute qu'on n'a pas de contacts. et qu'on finit par avoir une fatigue morale très forte. Les femmes travaillent parce qu'elles sont obligées de travailler, mais aussi parce qu'elles ne veulent pas rester chez elles. On s'ennuie à la maison lu.

LES JEUNES ET LES PLUS DE 50 ANS

Edith: Chez nous, dans l'électronique, les femmes ont fait

qu'elles sont prêtes à faire n'importe quoi : ça ne peut pas être pire I Alors qu'on a une formation, on n'a aucune qualification reconnue pour autant. Il faudrait faire un stage pour cela, et chez nous il n'y en a jamais eu, car cela nous ferait passer professionnelles et le patron serait obligé de nous augmenter. C'est profondément injuste pour les femmes.

Sur la question du travail, on trouve deux sortes de réactions, il y a les jeunes qui préférent travailler et puis il y a les femmes de 50 ans et plus. Peut-être, si elles en avaient la possibilité, si le mari avait plus de paye, elles préfèreraient arrêter : O.S. toute leur vie, sans avoir jamais eu la possibilité d'une qualification professionnelle. Comment avoir de l'intérêt pour son travail quand on fait 120 fois le même mouvement en une heure ? Toutes les 30 secondes, on recommençe le même mouvement. On peut comprendre qu'elles en aient marre... qu'elles aspirent à

tres, ne pas être isolées... Non, les femmes dans nos boîtes préférent garder leur travail.

maison, c'est bien souvent être

retirées en grande banlieue, sans

loisirs, supporter l'ennui; sans

organisation de la vie différente, il

vaut encore mieux travailler, avoir

des contacts, participer avec d'au-

En plus pour nous, si nous sommes au chômage, c'est la misère. A Paris, en banlieue, on n'a pas d'espoir de retrouver du travail. Et on se dit qu'il vaut mieux garder son travail, si jamais le mari se trouvait au chômage / Un moyen

de licencier à demi

A Ericsson-Brest, des tra-

vailleuses avaient demandé le travail à temps partiel à cause de problèmes de garde d'enfants. La CGT avait expliqué les dangers du temps partiel, le fait que cela remettait en cause réduction du temps de travail sans réduction de salaire, la construction d'une crèche d'entreprise etc... Le patron en a alors profité pour tenter de réduire les effectifs, il y a eu de nombreuses discussions, il en ressortait que le patron pouvait mettre fin au temps partiel en fonction des impératifs de la production mais que par contre il n'était pas tenu par le retour aux 40 heures: «On a vu que le temps partiel c'était un moyen pour la direction de nous licencier à denii et sans indemnités»

Aujourd'hui sur les 800 salariés, il n'y aurait plus que 14 demandes de temps par-

> Témoignage paru dans Antoinette (CGT) en décembre 1978

UNE DANGEREUSE ILLUSION

pements collectifs, des allocations ses qui ne peuvent se faire que Ce que nous pouvons gagner, c'est une demi-heure au repas,

en l'expédiant deux fois plus vite. en une demi-heure. Auparavant nous avions en effet une heure et demie pour le repas; avec ce nouveau système, la pause n'est moyen de rentabiliser à fond la tranche horaire commune à tous plus que d'une heure. Donc, on essaie de «bomber», comme on dit. pour en fin de compte avoir le temps de faire le travail à la

C'est en quelque sorte nous faire croire à l'aménagement de notre double journée de travail, alors que le problème qui est

de garde correspondant à nos besoins réels, et bien évidemment le partage des tâches au sein de nos familles. Alors que nous nous battons pour la réduction du temps de travail, le patron, lui, trouve le entre 9 h 15 et 16 h 15.

donc à 2 200 F par mois, d'où une

Crédit, débit... Les comptes fantastiques des horaires variables

Assurances, nous dit ce qu'elle en sans fin...

«Aux Assurances, on a les horaires variables depuis plus d'un an et demi. Avant on pointait tous à la même heure. Au début, les syndicats nous ont dit: «Attention ils vont vous faire plus bosser, on sera plus contrôlé (» Et ils n'avaient pas tort ! En effet, si les horaires variables nous permettent le matin une marge d'arrivée d'une heure et demie, puisque nous pouvons arriver au travail entre 7 h 45 et 9 h 15, ils introduisent une discipline plus stricte. Cina minutes au distributeur, ça se remarque plus qu'avant : pour aller chez le docteur par exemple, il guère possible de gagner du «créne suffit plus d'un justificatif : le dit» (2) pour gagner du temps patron contrôle si c'est bien là que l'on va. Ca n'enlève pas la pointeuse, bien au contraire, nous heures de travail par jour pour avons nos badges et nos fiches récupérer une ou deux heures personnelles ; en fait cela introduit prises pour des déplacements né-

Nadine, employée dans les toute une série de tracasseries UNE COURSE EN REMPLACE

dans la journée, etc... UNE AUTRE Pour nous, femmes, ces horaires variables nous permettent d'accompagner les gosses à l'école le matin : cela peut donc sem-

bler très appréciable, quand on sait la course qu'effectuent parents et enfants pour être dans les temps. Mais il nous faut rester plus tard le soir pour ne pas avoir des heures de «débit» (1) à récupérer. De plus au-delà de cinq heures de «débit», ce peut être l'avertissement. Et il ne nous est pour un autre jour. Il nous arrive ainsi fréquemment de faire 10

cessaires, comme le médecin, les posé, c'est d'une part les équi- de nos revendications aujourdémarches administratives diver-

> Cela renforce encore plus l'idée que les femmes ont cette fameuse double journée à assu-

Par ailleurs, cela complique nos possibilités de regroupements, et lorsque l'on est en grève une journée, le patron compte les anciens horaires: de 8 h 30 à 17 h 15 que l'on doit rattraper sans quoi un risque d'avertissement : autant de possibilités de frein à la lutte. De plus nous n'avons plus droit aux heures supplémentaires, et nous restons

d'hui : 2 600 F et les 35 heures.

Certaines, pendant une période, disaient que si elles touchaient. comme femmes au foyer, une allocation de 2 000 F (bien qu'elles n'y croient pas), elles pourraient élever leurs gosses plus facilement, sans avoir de chefs sur le dos avec un boulot abrutissant... Mais la grande majorité des femmes préfèrent garder leur travail plutôt que de se retrouver au chômage, car elles disent que si le mari perd son boulot, il y aura au moins un salaire à rentrer pour la famille. Pour les femmes qui vivent seules, la question ne se pose pas; une exigence s'impose : gagner sa vie, avoir un emploi».

(1) Heures en moins sur le compte à la fin du mois

Dimanche 11 mars : journée nationale de quête pour les handicapés et paralysés

LE DROIT DE VIVRE NE SE MENDIE PAS. IL SE PREND!

Entretien avec Jean, militant du Comité de lutte des handicapés

Propos recueillis par Paul GAUVIN

Ce dimanche 11 mars, sur les marchés ou au coin de la rue, on nous demanders de mettre une pièce dans un tronc : c'est la journée annuelle nationale de quête pour les handicapés, aveugles et paralysés.

Cette aumône, les travailleurs handicapés la refusent. Cet argent qu'on nous demande, il sera versé aux Associations gestionnaires de centres pour handicapés qui, sous prétexte d'assistance, les parquent, les embrigadent, les surexploitent.

Ce que veulent les travailleurs handicapés, c'est le droit au travail et à un salaire décent, à une vie autonome, c'est tenir toute la place à laquelle ils ont droit dans la société, en tant que travailleurs parmi d'autres travailleurs. Et ce droit ne se mendie pas, il se conquiert, par la participation à la lutte de classe.

Ce droit, les organisations de lutte des handicapés l'affirmeront encore ce dimanche.

Peux-tu faire le point sur les luttes des handicapés

au cours de ces dernières années ? - La première lutte marquante, ça a été celle du CAT de

Besançon, en 1977, contre les conséquences de la loi d'orientation dite «en faveur des handicapés». Concrètement, la loi d'orientation pour les handicapés de ce CAT voulait dire que leur rémunération, qui était auparavant le SMIC, allait passer à 90 % du SMIC. Ils ont donc lutté pour le maintien du salaire, et pour l'aménagement du secteur protégé en secteur normal, c'est-àdire pour disposer du droit syndical et politique.

Cette lutte a duré 9 mois : grève avec occupation et ventes sauvages (le CAT faisait de la sous-traitance pour Kelton). Mais elle s'est terminée par un échec, avec l'intervention des flics dans le CAT pendant les vacances.

Les principaux animateurs de la lutte ont été licenciés, sont au chômage, dans une situation d'autant plus dramatique que, selon la loi d'orientation, ils sont fichés, et que leur emploi dépend de la commission dite

COTOREP, contrôlée par le pré-

Dans le CAT, il y a eu régression des salaires à 90 % du SMIC; d'autre part, la bourgeoisie veut changer le CAT de Besançon en Atelier protégé. Pour elle, c'est plus rentable, moins coûteux : le rendement y est meilleur, les cadences de travail plus élevées. Il n'y a pas d'internat, donc pas de frais de logement, moins d'éducateurs et de personnel d'encadrement, et pas de prix de journée. Les camarades de Besançon vont aller se loger dans d'autres foyers d'hébergement, en partie

Lattuffon, Lyon, Pontigny, dans la lutte

Début 1977, il y a également eu la grève de la faim des handicapés du centre de Latuffon, géré par l'Association des paralysés de France. Le président de l'APF, Trannois, a dû accepter des aménagements du réglement intérieur répressif.

Par la suite, à Lyon, lorsque Giscard est venu inaugurer 'e métro, et que les travailleurs de Manufrance étaient venus manifester pour défendre leur emploi, les handicapés se sont joints à eux pour protester contre l'inaccessibilité de ce métro pour les handicapés.

Une autre lutte importante est celle qui vient de se mener dans le centre de formation professionnelle pour handicapés de Pontigny, près d'Auxerre. Les handicapés ont lutté contre le règlement intérieur trop dur, imposé aux pensionnaires par l'organisation gestionnaire, l'ADAP. Ils revendiquaient :

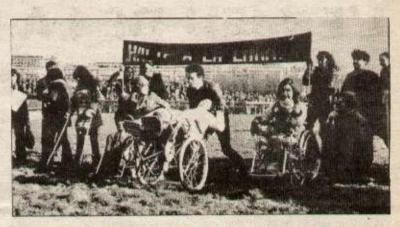
Possibilité de sortir librement après les cours, sans couvre-feu à 22 heures, comme maintenant. Amélioration de la nourriture

- Libre disposition de leur argent (le centre disposait de leur livret de Caisse d'épargne!

Droit syndical et politique, en particulier droit de réunion.

Il y a eu une répression policière, mais Pontigny a eu le soutien de 10 autres centres ADAP (sur un total d'une trentaine). Dans certains centres, il y a eu des mouvements de grève parmi les éducateurs. Si bien que la présidente de l'ADAP, Mme Fouché, a préféré céder sur les revendications plutôt que de voir le mouvement s'étendre.

Il y a donc eu victoire sur les revendications, mais trois éducateurs qui ont activement soutenu la lutte ont été licenciés. La lutte continue donc, sous la forme de deux heures de grève par jour, pour la réintégration de ces trois éducateurs.



L'année dernière, pour la journée nationale des handicapés, opération «coup de poing» pendant le tiercé dominical.

Après les grondements, la révolte

Quelle est l'évolution de l'état d'esprit des travailleurs handicapés ?

 Les handicapés prennent de plus en plus conscience du rôle réel des organisations gestionnaires des centres pour handicapés, comme l'ADAP, l'APF, etc... Ces organisations ont un rôle idéologique et politique; elles gardent les handicapés en laisse et les surexploitent. Les handicapés ne manifestent plus seulement leur mécontentement par des grondements, mais par des

De la part des travailleurs sociaux (moniteurs, éducateurs, etc...) il y a également une prise de conscience du rôle qu'on veut leur faire jouer. Ils voient que la plupart des handicapés sont parqués dans des centres-ghetto, non parce qu'ils en ont réellement besoin, mais parce qu'on les y force. Ils s'aperçoivent qu'ils ont plus un rôle de gardiens que d'éducateurs, qu'on ne traite pas les handicapés comme des être humains.

Cachés par la société capitaliste

Quels sont les objectifs des luttes des handicapés ?

Avant tout, notre combat est politique, aux côtés du prolétariat et de ses alliés pour la destruction de l'Etat capitaliste.

Mais nous avons une plateforme revendicative.

A court terme

 Accessibilité des transports en commun: cela permettrait une plus grande autonomie pour les handicapés, et de cela les organisations gestionnaires ont peur.

 Abrogation de la loi d'orientation, disparition des commissions qui ont tout pouvoir sur les handicapés, comme la CDES et la COTOREP.

Abrogation des fichiers (Gamin, Audass...)

- Droit politique et syndical.

A long terme

 Disparition des centres-ghetto Droit au travail

Aménagement et accessibilité

des logements, bureaux, écoles, bâtiments publics... - Pensions d'invalidité plus dé-

centes (elles sont actuellement calculées sur la même base que la retraite des vieux : 50 % du SMICE

- Au minimum le SMIC (actualisé selon les revendications syndicales) pour tous les handicapés Travail au sein des entreprises

Quelle est l'attitude générale de la bourgeoisie vis-à-vis des handicapés ?

 La télé montre des handicapés heureux. Regarde aussi la fameuse affiche: «Apprenons à vivre ensemble». Jamais elle ne montre des handicapés prolétaires, des handicapés souffrants. La société capitaliste les cache, parce qu'elle ne peut pas se permettre de montrer qu'elle mutile à chaque instant, par les accidents, à la naissance, les accidents de travail, ceux de la

En les cachant, elle les surexploite. Elle renvoie les immigrés chez eux, mais utilise les handicapés comme réserve de chômeurs, ou pour les travaux répésous-qualifiés et sous-

Enfin, on nie aux gens qui sont dans des centres-ghetto, parfois depuis leur naissance, tout besoin physique, intellectuel

Accessibilité des édifices publics : attendez qu'on en construise de nouveaux...

Selon un décret récent, les édifices publics (administration, bureaux de poste...) dont le permis de construire est déposé après mars 1979 doivent être accessibles aux handicapés. Ce qui veut dire que les handicapés doivent pouvoir y parvenir de façon autonome, et qu'ils doivent pouvoir se déplacer librement.

Quant aux édifices publics anciens, ils ne sont pas tenus de se mettre en conformité avec ces normes d'accessibilité. C'est seulement dans le cas où seraient entrepris d'importants travaux, modifiant l'architecture de ces édifices, qu'une mise en conformité devient obligatoire.

Enfin, ce qui limite encore la portée de ce décret, rien n'est encore prévu concernant l'accessibilité des transports en commun.

Les associations de lutte de handicapés ont montré, dossiers à l'appui, que cela ne présentait pas de difficulté technique insurmontable. Les campagnes concernées (SNGF, RATP, etc...) continuent à opposer une fin de non-

Communiqué

Dimanche 11 mars 1979 aura lieu sur l'ensemble du territoire la journée nationale des handica-

Vous avez peut-être donné à cette quête les années précédentes. Est-ce votre mauvaise conscience qui vous faisait agir ? (...).

De toute façon, vous n'avez aucune raison valable et fondée a cet appe

Pourquoi vous ne donnerez pas cette année Accepteriez-vous la quête

si vous étiez handicapés ? Accepteriez-vous vous oblige à quêter ? ter ?

Accepteriez-vous quête pour vous ?

Ces questions là, nous handicapés, nous les posons.

Nous pensons que le «droit à la différence» existe, qu'il faut nous accepter tel que nous sommes. Nos handicaps ne nous empêchent ni de travailler, ni de subvenir à nos besoins. Cette pitié, cette charité qui nous guidaient nous n'en avons pas besoin

Nous voulons du travail pour tous, pas de salaires inférieurs au SMIC.

Des postes adaptés à notre handicap

Une éducation scolaire normale pour les jeunes handicapés sous la tutelle du ministère de l'Education (et non de la Santé comme actuellement); Des transports accessibles à

tous (trains, bus, métro, ...) Des salles de spectacles accessibles à tous (cinéma, concert, théâtres,...).

Les sommes dérisoires des quêtes ne nous rapportent absolument rien, et servent à entreimage d'Epinal qui montre le handicapé mendiant (...).

Demandez plutôt aux quêteurs où va le contenu des troncs. Ils seront incapables de répondre autre chose que : «C'est pour les handicapés». (...)

Mais ne vous faites pas d'illusion, cette quête ne bénéficie pas plus aux handicapés, que la vignette aux personnes âgées. D'ailleurs, cette année, on ne quête pas pour les handicapés, mais pour des associations gestionnaires.

Une raison supplémentaire pour ne pas donner!

Le droit de vivre ne se mendie pas, if se prend !

En vous abstenant de toute participation à cette quête, vous nous aiderez dans la poursuite de notre lutte.

Collectif du Mouvement de défense des Handicapés (MDH) Confédération de défense des handicapés et retraités (CDHR).

L'ENJEU DE LA MODIFICATION DES MONTANTS COMPENSATOIRES

La mise en œuvre probable du système monétaire européen était liés par le gouvernement français à un accord sur le démantèlement progressif des montants compensatoires monétaires. La France a obtenu, à ce niveau, des résultats fort limités, en fait presque nuls, ce qui ne l'a pas empêchée de donner son accord au démarrage du système monétaire européen. Nous rappelons ici quelques données sur la bataille des montants compensatoires, et surtout l'enjeu qu'elle représente.

Le principe de base du Marché commun agricole est l'unicité du marché communautaire, c'est-àdire qu'en principe, les produits agricoles circulent librement à l'intérieur de la CEE, sans entraves douanières. L'unicité du marché repose sur l'unicité des prix: lorsqu'un prix est fixé pour un produit agricole, il est le même pour l'ensemble de la Commuexprimé en unité nauté. de compte. C'est-à-dire que dans le principe, lorsqu'un prix-plancher ou plafond est fixé, tous les agriculteurs de la Communauté recoivent la même subvention, ou, au contraire sont taxés de la même manière.

L'ensemble du système tend à essayer de résoudre une contradiction difficile. D'une part, garantir aux agriculteurs des prix minimum : les gros agriculteurs n'entendent pas voir baisser leurs superprofits et les petits agriculteurs espèrent voir se ralentir par là le rythme de leur élimination. D'autre part, ne pas laisser trop grimper les prix, afin d'éviter des réactions politiques dangereuses de la part des consommateurs des couches populaires, plus sensibles à la hausse des prix. C'est cette double exigence qui préside aux renégociations annuelles des prix agricoles communautaires.

LA VALSE DES MONNAIES

Les principes d'unicité des marchés et des prix, que nous avons définis plus haut, ont été amenés à se modifier à l'épreuve des faits. La dévaluation du franc français, puis les réévaluations successives du mark, notamment, ont mis en pièces la simplicité du système initial. En effet, comme les prix agricoles sont exprimés en unités de compte, la réévaluation du mark avait pour effet de faire baisser les prix agricoles en Allemagne. Avant la réévaluation du mark en 1969, une unité de compte valait 4 DM (deutschmark); après la réévaluation du DM, une unité de compte ne valait plus que 3,7 DM. De ce fait, les agriculteurs allemands, pour le même produit, dont le prix communautaire restait identique (puisqu'exprimé en unités de compte), voyaient baisser les prix agricoles, et donc leurs revenus.

Le gouvernement allemand, peu disposé à affronter le risque politique d'une baisse importante des revenus de ses agriculteurs, négociait donc avec ses partenaires la possibilité de verser une «compensation» à ses agriculteurs. Cette première mesure a constitué l'embryon des montants compensatoires.

Du fait des fluctuations monétaires qui ont suivi, le système des montants compensatoires monétaires (MCM) s'est généralisé. Comment fonctionne-t-il ? On agit dans le domaine échanges agricoles communautaires comme si les fluctuations monétaires n'avaient pas eu lieu. On définit des «taux verts» des monnaies, qui sont des taux fictifs qui restent stables, tant que les Neuf ne décident pas d'en changer. Il existe ainsi un mark vert, un franc vert, etc. Ces taux verts expriment la différence entre les taux

officielles des marchés des changes, et les taux appliqués spécialement pour les échanges agricoles. Par exemple, une dévaluation du franc vert entraîne une baisse des taxes à l'exportation pour les agriculteurs français.

Le système est rendu

plus complexe par le fait que les taux des MCM (positifs ou négatifs) sont différents pour chaque produit. Prenons un exemjusqu'au dernier conseil des ministres, la viande bovine exportée de France se voit appliquer des MCM négatifs de 10,6 %, c'est-à-dire qu'elle est taxée de ce pourcentage. L'Allemagne dispose, pour ses importations de viande bovine, de MCM positifs de 10,8 %, c'est-àdire que la viande importée en Allemagne est taxée de ce pourcentage. Ainsi, une exportation de viande bone de France vers l'Allemagne est pénalisée de la somme des deux taxations, soit, pour ce cas, de 21,4 %, et elle est donc plus difficilement écoulable sur le marché allemand.

Ce système suscite de nombreuses protestations en France. Particulièrement dans la dernière période, on a vu des manifestations de producteurs de porc français, mécontents de la concurrence qui leur était faite par les producteurs d'Allemagne et du Bénélux. L'ensemble des organisations agricoles réclame, pour cette raison, la suppression des montants compensatoires.

L'ANCIEN ET LE NOUVEAU

Giscard s'était donc engagé à obtenir de ses partenaires des concessions substancielles sur cette question: c'était même, disait-il, la condition sine qua non pour l'acceptation par la France de l'entrée en vigueur du système monétaire européen. Selon le ministre français de l'Agriculture, le gouvernement français a obtenu satisfaction. En fait, il semble qu'il ait surtout multiplié les concessions pour ne pas retarder la mise en place de la zone de stabilité monétaire européenne.

Le résultat est en effet inférieur à ce qui était prévu au départ. On a annoncé la suppression des montants compensatoires : la réalité est quelque peu différente. Les MCM actuellement en vigueur seront progressive-

ment démantelés... sur une durée de quatre ans. Ce qui est loin de correspondre aux revendications des producteurs français.

Mais, il y a mieux : c'est l'instauration de nouveaux montants compensatoires. Les nouvelles variations introduites dans le cours des monnaies vont entraîner la création de nouveaux montants compensatoires, mais ceux-ci, dit-on, seront supprimés au bout de deux ans. Un léger correctif est apporté pour les variations du mark : une réévaluation du mark n'entrainera pas une réévaluation intégrale du mark

vert : la réévaluation sera appliquée avec un abattement de 1 %. Le franc vert sera prochainement dévalué de 3,6 % c'est-àdire que les MCM négatifs seront baissés de ce taux.

Lorsqu'on connaît les taux de MCM pratiqués pour la viande bovine, par exemple, (10,6 %), on voit que la différence est encore grande. Il semble bien que le gouvernement français ait cédé, dans une large mesure, aux exigences allemandes. Avec quelques miettes pour sauver la face.

François NOLET

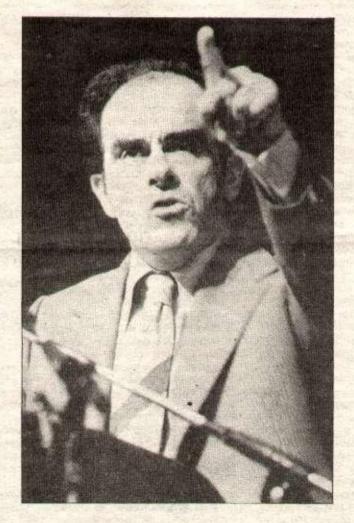
Escroc démasqué

L'organisation trotskyste OCI vient d'exclure un des principaux dirigeants élus à son dernier congrès, Charles Berg. Motif officiel : a tapé dans la caisse. Il semble aussi que celui-ci ait manifesté des désaccords politiques, s'étant montré hostile au rapprochement avec la LCR. Ce qui ne l'avait pas empêché d'être élu dirigeant, il y a un mois, en même temps que ceux qui combattaient ses vues.

L'aigrefin a passé des aveux complets. Pour parvenir à ses fins, cet individu avait, paraît-il, gonflé le nombre des militants, escroquerie pourtant fréquente dans les groupes trotskystes. Après ses aveux, il a déclaré : «Quand je me regarde dans une glace, je ne comprends pas».

Tribunes de discussion du 23e congrès dans la presse du PCF

AVANT TOUT RESSERRER LES RANGS



Les tribunes de discussion à l'image de la direction : pas question de débattre !

L'ouverture de la tribune de discussion préparatoire au 23° Congrès dans l'Humanité et dans France Nouvelle n'a pas suscité de réactions particulières. Il est vrai, comme on pouvait s'y attendre, que les textes publiés ne proviennent que des militants ou responsables approuvant totalement la ligne de la direction.

Depuis le 1ºr mars, date d'ouverture de la tribune de discussion, une trentaine de textes ont déjà été publiés. Aucun ne fait état de contradictions avec la ligne exprimée dans le projet de résolution. De nombreux textes sont pourtant parvenus au siège du comité central du PCF qui vont dans le sens d'une opposition clairement affirmée, notamment sur le bilan «globalement positif» de l'URSS. Les contradictions qui secouent le PCF sont pourtant présentes : très visiblement, certains textes sont écrits pour répondre à des interrogations ou à des critiques. Plusieurs tribunes reviennent sur le «fabriquons français» ou sur la campagne développée contre l'élargissement de la CEE : aconstruire, transporter. réparer français», écrit un membre du PCF des chantiers navals de Marseille le 2 mars; «nous ne sommes pas nationalistes», écrit un

militant de Savigny-sur-Orge le 3 mars, tandis qu'un autre se gausse des «faux prophètes de l'internationalisme» le 8 mars.

Le 6 mars, un dirigeant du PCF de Berliet s'interroge: «Comment peut-on nous accuser d'être trop français?»

D'autres tribunes sont en prise encore plus directes avec la contestation : ainsi, le 6 mars, un Toulousain adresse-t-it une critique au document préparatoire : il ne dénonce pas assez la politique extérieure de la Chine! Dans la lignée des derniers articles de l'Humanité, gageons que la direction prendra cette critique en compte...

Le 7 mars, la première attaque directe contre les oppositionnels vient d'un militant de la section de l'usine Chausson, qui tente de démontrer, ni plus ni moins, que la classe ouvrière se reconnaît dans les propositions du PCF. Et pour que les choses soient

coup trop de personnes, se recommandant des travailleurs, ont parlé en notre nom, alors qu'ils ne connaissaient pas toujours nos conditions de vie. Je pense au volume des écrits d'un certain nombre de camarades qui pensent peut-être aider au développement de la démocratie dans notre parti en développant leurs thèses dans les journaux de la bourgeoisie, sous prétexte que leur théorie n'est pas retenue comme stratégie du Parti». Autre exemple de ces réponses implicites aux oppositionnels: toujours dans l'Humanité du 7 mars, un texte de la section de Gentilly selon lequel «la réalité essentielle des pays de l'Est, c'est avant tout que le socialisme s'y développe».

claires, il précise : «Beau-

Le document préparatoire publié fin février donnait une indication du ton qu'entendait donné au 23° congrès la direction du PCF : raidissement sur la ligne, rejet des oppositionnels, et critiques visà-vis de l'URSS reléguées au second ou au troisième plan. Une semaine de tribune de discussion confirme largement cette orien-

LE MOUVEMENT POPULAIRE DE JANVIER EN CENTRAFRIQUE

ECentrafrique: le nom de ce pays évoque le dictateur sanglant Bokassa, qui appelait De Gaulle «papa» et qui s'est fait couronner «empereur» avec l'appui de Giscard en 1977. Mais sait-on que l'uranium y a fait l'objet d'une rivalité acharnée de la France et des USA ces dernières années? Sait-on que les Soviétiques occupent une place importante dans certains secteurs de l'appareil d'Etat? Situé entre le Tchad écartelé par les contradictions internes et les interventions et le Congo où le parti au pouvoir se rapproche étroitement de l'URSS, le Centrafrique n'est pas à l'abri des bouleversements qui parcourent l'Afrique. La révolte du peuple centrafricain a montré que les jours du dictateur étaient comptés. Le Centrafrique n'est pas que ce royaume d'opérette qu'on imagine, où le peuple resterait passif. Les changements qui peuvent se produire auraient des répercussions sur l'ensemble du continent africain.

Surprise et inquiétude quant à l'avenir : telle est la réaction des milieux gouvernementaux français après l'explosion populaire qui, du 15 au 22 janvier 1979, a ébranlé le régime dictatorial de Bokassa «empereur» de Centrafrique.

On savait pourtant que le mécontentement populaire grandissait depuis son couronnement en décembre 1977 : il était perceptible dans toutes les couches de la population, à l'exception d'une petite caste de privilégiés (membres du bureau politique du Parti Mesan, membres du gouvernement et de la «cour impériale» de Berengo).

Pourtant l'impérialisme çais, principal soutien du dictateur, comptait sur le régime de terreur instauré depuis treize ans pour dissuader toute expression publique de ce mécontentement. Bokassa a en effet installé dans le pays tout un système de délation et d'espionnage qui traque les opposants. Le système entraîne une répression totalement arbitraire : on voit des fonctionnaires arrêtés parce qu'ils se plaignent de n'avoir pas reçu leur traitement. Autre exemple aberrant : des pêcheurs ont été arrêtés sous prétexte que leurs filets auraient gêné la navigation du bateau de plaisance de Bokassa. Le dictateur avait fini par se persuader lui-même que jamais le peuple n'oserait affronter les fusils de ses soldats et de ses flics. Il répandait le mythe d'un Centrafrique pays «calme», «Suisse de l'Afrique».

Pour Bokassa l'opposition se limitait à quelques étudiants expatriés qu'il suffisait de surveiller étroitement dès leur retour et d'éliminer quand ils devenaient dangereux (interview à Antenne 2 le 26/12/77). Ainsi l'unique ingénieur des télécommunications centrafricain se trouve détenu en résidence surveillée pour délit d'opinion; l'unique ingénieur en aviation civile, poursuivi pour les mêmes raisons, a dû s'expatrier.

UN SYSTEME DE CORRUPTION BIEN RODÉ

Du reste, le dictateur était persuadé qu'il pouvait corrompre ces intellectuels les uns après les autres en les faisant bénéficier à tour de rôle de ses faveurs. («Radioscopie» de Bokassa en novembre 1977). Sur ce point, il n'avait pas tort : la valse des remaniements ministériels, les promotions aussi spectaculaires que les destitutions avaient créé un climat d'intrigue permanent dont Bokassa était le bénéficiaire, ses lieutenants se neutralisant à force de se combattre. A ce banquet du diable participaient de nombreux intellectuels, anciens militants, voire responsables du mouvement étudiant. Dans le gouvernement Maïdou, formé en juillet 1978, on ne comptait pas moins de dix ministres n'ayant terminé leurs études que depuis trois ou quatre ans. De ce fait, au cours des dernières années, un sentiment de méfiance justifié s'est développé au sein des masses.

L'importance de ses forces de répression, sa capacité à isoler ou récupérer les intellectuels, avaient fini par créer une illusion de l'invulnérabilité de Bokassa, malgré les nombreux attentats et coups d'Etat manqués dont il avait été la cible depuis 13 ans (par exemple, la tentative d'assassinat organisée par son propre gendre le commandant Obrou le 3 février 1976 à l'aéroport de Bangui). De toute façon, le dictateur se sentait assuré du soutien de la France, surtout après l'instauration de l'«Empire» en décembre 1977.

LE DÉTONATEUR LYCÉEN

Pourtant, les signes de tension sociale se sont multipliés ces dernières années, touchant tous les secteurs de la vie nationale : grèves-surprises dans de nombreuses usines de Bangui, refus de cultiver le coton chez les paysans à qui cette culture ne rapporte plus rien, refus de rejoindre leurs postes de la part des instituteurs non payés, grève illimitée des travailleurs de la voirie de la capitale, grève des infirmiers. Tout cela malgré l'omniprésence de la police, les arrestations arbitraires de grévistes, les enlèvements et les assassinats.

Le mouvement populaire de janvier s'est donc greffé sur un ras-le-bol général. Le détonateur a été le refus du ministre de l'Education d'admettre dans les lycées et collèges les élèves qui n'étaient pas en uniforme (voir QdP du 23/01/79).

Rappelons brièvement les faits : le lundi 15 janvier, un flic est envoyé au lycée Boganda pour tenter de découvrir quels sont les «meneurs» du mouvement lycéen. Reconnu, il est molesté ; des élèves sont alors jetés en prison.

«MORT A L'EMPIRE I»

C'est pour exiger l'abrogation de l'obligation de port de l'uniforme (destinée à remplir les caisses du dictateur, car c'est lui qui vend les uniformes) et la libération des lycéens, que lycéens, étudiants, et même élèves du primaire se mobilisent dès le lendemain mardi. Le rassemblement le plus important a lieu l'après-midi du jeudi 18 janvier devant le building administratif où se trouvent les ministères. Les jeunes demandent à voir le ministre de l'Education nationale. A midi, ont lieu les premiers affrontements. L'après-midi, les manifestants se rassemblent autour de la statue de Boganda, premier président de la République et symbole à leurs yeux de la lutte pour l'indépendance. Ils chantent l'hymne national républicain, puis se dirigent vers le buste de Bokassa, qu'ils tentent de renverser aux cris de «mort à l'Empire», «A bas Bokassa», «Bokassa voleur» etc.

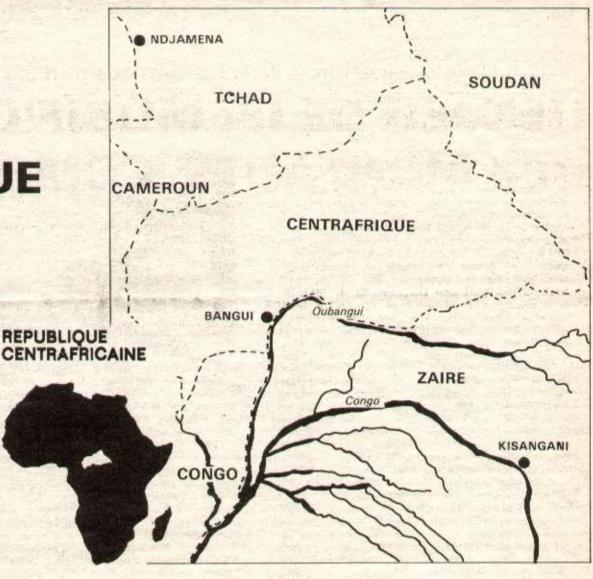
Politique, le mouvement l'est aussi par les cibles visées. Toutes les voitures immatriculées «C.I.» (Cour impériale) furent détruites et leurs occupants dignitaires du régime – molestés. C'est ce qui arriva au général Mayimokola, bras droit de Bokassa, qui fut le premier à tirer de sang-froid sur les manifestants. Le premier magasin détruit fut l'une des succursales du «Paysan», chaîne de magasins appartenant à Bokassa, spécialisée dans la commercialisation de produits agricoles achetés à 'un prix dérisoire aux paysans. Pour montrer que leur intention n'était pas de voler, les manifestants ont déchiré les billets de banque qu'ils trouvaient dans les magasins,

DANS LA RUE

L'ampleur de l'explosion pendant toute la semaine s'explique par le fait que les ouvriers, les petits et moyens fonctionnaires, les chômeurs se sont joints très rapidement aux manifestations des étudiants. Dès vendredi soir, l'armée de Bokassa a été débordée. Elle n'était d'ailleurs pas préparée à affronter une telle situation. Par peur des coups d'État, le dictateur a depuis longtemps désarmé les troupes régulières. Il a fait intervenir la «garde impériale», détachement spécial entraîné par des officiers français. C'est cette garde prétorienne qui a tiré au fusil et au mortier sur les manifestants. Un témoin nous raconte : «La ville est en état d'insurrection. Dans les quartiers, spontanément, on dresse des barricades en mettant des voitures en travers. On voit partout des inscriptions contre l'Empire. Les gens attaquent les villas des ministres, les mettent à sac et incendient leurs voitures. Les manifestants arrêtent les voitures dans la rue pour effacer le sigle ECA «empire centrafricain» et le remplacer par «RCA», marquant leur refus de «l'empire» de Bokassa. C'est à partir de vendredi soir qu'on entend les premiers coups de mortiers et tirs d'armes automatiques. Cela durera toute la journée de samedi. A mon avis, il y a eu au moins 250 victimes. Mais il y a certainement eu une centaine de tués dans l'armée, car les gens ont riposté par tous les moyens : pierres, armes blanches, flèches : car à Banqui, les travailleurs, anciens paysans, ont souvent leur arc chez eux».

C'est dans cette situation insurrectionnelle que Bokassa a été amené à faire appel, dans des conditions controversées, à une intervention des troupes zaïroises.

Dans notre prochaine édition : Les impérialistes à l'affût



Une situation économique catastrophique

La situation économique centrafricaine ne cesse de se dégrader. La balance commerciale accusait l'an dernier un déficit de 2 milliards de francs CFA. Le budget, de 1970 à 1977, atteint un déficit de 6 milliards. Il est d'ailleurs impropre de parler de budget, dans la mesure où la confusion entre les caisses de l'État et celle de Bokassa est permanente. Les investissements sont réduits à néant. Toutes les productions sont en parte libre.

En 1977, le café avait bénéficié du boom sur les cours mondiaux, provoqué par la chute de la production brésilienne. Mais les 6 milliards de bénéfices réalisés par la caisse du café ont été engloutis par les dépenses somptuaires du couronnement. Bokassa et les membres de sa caste ont monopolisé avec des sociétés étrangères la commercialisation de la production, achetée à un prix dérisoire aux petits producteurs. Actuellement ceux-ci se dérouragent et la production de café baisse. La production de coton baisse également lelle est passée de 41 000 tonnes en 1977 à 27 800 en 1978) car les paysans boycottent cette culture imposée par la colonisation qui ne leur rapporte rien et les empêche de se consacrer aux cultures vivrieres.

L'uranium, sur lequel Bokassa a beaucoup misé, n'offre pas autant de perspectives qu'on croyait: quantité inférieure aux prévisions, difficultés d'exploitation par manque d'infrastructures. La production de diamants, principal produit d'exportation en valeur, est en baisse : elle est tombée à 300 000 carats en 1977 contre 500 000 en 1960. La dette extérieure dépasse 70 milliards de francs CFA.

Cela se traduit, sur le plan social, par l'impossibilité de payer les fonctionnaires, principal sujet du mécontentement populaire et par une hausse des prix vertigineuse, surtout à Bangui. Cette hausse concerne les produits de première nécessité: sel, huile, viande, sucre, manioc. Ces produits, surtout ceux qui sont importés, se font tellement rares, surtout à la campagne, que les paysans apprennent peu à peu à s'en passer; ainsi en reviennent-ils aux méthodes ancestrales: production de sel à partir de certaines plantes, d'huile à partir des arachides qu'ils cultivent, de savon avec des feuilles de papaye. Face au luxe insolent de la caste au pouvoir, l'immense majorité du peuple vit dans la

Un an après la catastrophe de la rue Raynouard (Paris 16e)

EXPLOSION DE GAZ DANS LE 17º A PARIS : 25 BLESSES

Mercredi soir, un incendie se déclenche sur une conduite de gaz de la place Saint-Ferdinand, à Paris, dans le 17º arrondissement. Les techniciens du Gaz de France appelés sur les lieux tentent de colmater la brèche. Une violente explosion secoue le quartier, on relevera 25 blessés. Un an après la catastrophe de la rue Raynouard, dans un arrondissement voisin, le gaz a encore fait des victimes. Et si, grâce à l'évacuation des immeubles du quartier, le drame n'a pas pris les mêmes proportions que celui de l'année dernière, où l'on dénombrait 13 morts et une cinquantaine de blessés, il n'en reste pas moins que la responsabilité de GDF est une fois de plus engagée. Les contrôles du réseau, les équipes d'entretien restent en nombre insuffisant.

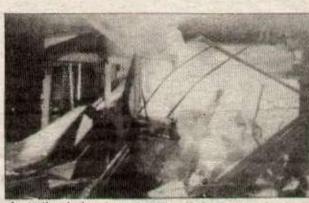
Place Saint-Ferdinand, dans le 17° arrondissement. Vers 20 h 30, des flammes apparaissent le long du trottoir, proche du numéro 32. Il semble que ce soit une conduite de gaz qui brûle. Les techniciens de GDF, appelés sur les lieux, le qualifient d'«insolite». La torchère lance des flammes un peu plus fortes. Les pompiers arrivés également sur les lieux, entreprennent aussitôt l'évacuation des immeubles du 32 de la place Saint-Ferdinand.

Les gens ne comprennent pas, et se retrouvent dans la rue, poussés derrière le cordon mis en place pour bloquer le quartier.

Tandis que les pompiers tentent de circonscrire le sinistre qui commençait de se développer, les terrassiers de GDF s'emploient à dégager la conduite défectueuse. Les techniciens interviennent avec des pompes à graisse pour colmater les fuites. C'est alors que survient une brutale explosion. Il est près de 22 heures. Une explosion violente est suivie aussitôt d'une seconde. L'air est déchiré par la déflagration.

NON, PAS LA FATALITE I

Des vitrines ont cédé, un bar détruit. Les secours



Après l'explosion

déjà sur les lieux, relèvent une vingtaine de blessés. Plusieurs ont été brûlés aux mains et au visagé, et ont reçu des éclats de verre ou des débris divers.

L'incendie, un moment calmé, redoublait alors de puissance, menaçant un garage et ses cuves proches. Les efforts déployés y mettaient tout de même fin quelques minutes plus tard, tandis que l'on redoutait toujours une nouvelle explosion. Plusieurs familles sont sinistrées.

Du côté de la direction du Gaz de France, on ne s'explique toujours pas comment un tel accident a pu se produire, et ce un an après le drame de la rue Raynouard. Pour les ouvriers de l'entreprise nationale, les raisons sont à chercher dans la politique de la direction qui refuse depuis de nombreuses années de satisfaire les revendications pour une augmentation des effectifs des équipes chargées de la surveillance et de l'entretien du réseau de distribution. Les syndicats estiment que sur Paris, il faudrait doubler les effectifs. Ainsi, si les ventes de gaz ont augmenté de 400 % entre 68 et 75, les effectifs ont diminué eux de 2 %. Or, à Paris, il y a 2 390

kilomètres de conduite de

gaz, sur un réseau très hé-

téroclite (conduites, pres-

sions différentes) et pour 1 600 000 abonnés, il n'y a que 1 000 agents.

Encore que la question des effectifs ne soit qu'une chose puisque de plus en plus GDF fait appel à des entreprises sous-traitantes pour la pose des conduites, où les critères de rentabilité l'emportent plus

souvent que la sécurité.

Pour l'explosion de la place Saint-Ferdinand, il semble bien que ce soit cette politique qui est à l'origine de l'accident. La conduite de 30 millimètres était récente, et c'est sur un branchement que le défaut est apparu...

Pierre CHATEL

Des précédents tragiques

1971 à Auch, une explosion de gaz dans une construction récente :

14 morts, 17 blessés.

1971, le 21 décembre, explosion de gaz dans une tour d'Argenteuil :

13 morts.

1973, 1st juin, quatre appartements détruits par une explosion à Perpignan : 7 morts.

1974, 30 novembre, explosion dans un bâtiment de

la cité de Lagny à Dijon : 4 morts, 6 blessés, 21 familles sinistrées

1978, le 23 janvier à Caen :

2 morts.

Le 15 février, à Evreux :

1 mort.

Le 17 février, 16° arrondissement à Paris :

13 morts, plus de cinquante blessés. Le 17 juin, à la Courneuve (93) :

4 morts, 6 blessés...

SFP EN GREVE : L'EXTENSION REPORTEE...

La motion votée lors de l'Assemblée générale des travailleurs de la SFP de mercredi soir préconisait l'extension de la grève aux autres sociétés du groupe ex-ORTF, et principalement aux chaînes. Ce vœu, émis depuis longtemps par les grévistes était un moyen de briser l'isolement dont ils sont victimes de fait.

Communiqué

Deux militants marxistes-léninistes passent au Tribunal Correctionnel de Brest, le 9 mars, pour «incitation de militaires à la désobéissance par distribution de tracts».

Ils avaient été arrêtés, gardés à vue, leur domicile perquisitionné, en juin 1978, alors que l'un d'eux distribuait un tract «Soldat du Peuple» aux soldats participant au nettoyage des côtes polluées par l'Amoco Cadiz.

Ce tract réclamait :

- que les pollueurs soient les payeurs ;

 que les soldats travaillent dans de bonnes conditions sanitaires;

la liberté d'expression à l'armée.

Rien de bien extraordinaire ! Les organisations soussignées considèrent :

 Que ces inculpations sont une atteinte intolérable aux libertés démocratiques. Et le texte du tract ne justifie absolument pas ces inculpations.

 Que ce sont ceux qui dénoncent la marée noire que le pouvoir inquiète alors que les responsables restent intouchables.

 Qu'une fois de plus s'adresser à des soldats par tracts provoque une réaction immédiate du pouvoir.

En conséquence les organisations soussignées appellent à venir nombreux au procès, vendredi 9 mars, 8 h 30 et réclament la relaxe pure et simple des deux

Organisations signataires : PCML - PCRml - PSU - LCR - Comité de marins «Tonnerre de Brest» - COBAR - Collectif Amoco-Cadiz (CLIN de Brest, Landerneau, Ploumoguer, Comité anti-marée-noire, CSCV, Union des Consommateurs du Nord-Finistère : UCNF, Skol an Emsav, les amis de la Terre du Léon, SEPNB) Paysans - Travailleurs du Finistère.

D'autre part l'UD - CSF demande la relaxe pure et simple des deux inculpés.

Brest le 4 mars

La SFP fabrique les émissions, qui sont ensuite vendues aux chaînes, à des sociétés de distribution; très peu d'émissions en direct sont assurées par ses soins. Or, les chaînes disposent d'émissions d'avance, ou peuvent toujours allonger leurs commandes de feuilletons ou autres séries de troisième catégorie à des sociétés privées. En fait, la grêve de la SFP ne passe pas à l'image. Comme le disaient les grévistes : «La mire sur l'écran, c'est le drapeau de notre lutten. La mire et le

programme minimum. Donc, pour les travailleurs de la SFP, il fallait pour que la lutte porte, maintenir la grève sur les chaînes. Celles-ci s'étaient déjà mobilisées, non seulement par solidarité, mais parce qu'elles avaient des revendications communes, et qu'à terme le plan de licenciements pouvait les toucher. La semaine dernière, l'Intersyndicale avait préféré ménager la direction qui décidait de suspendre d'une semaine le dépôt de son plan, et faisait reprendre les chaînes. Sous le prétexte que c'était toujours une semaine de répit. Mais voità, ménager le loup c'est lui donner de l'appétit. Et la direction, si elle concédait 24 licenciements aux syndicats, n'en demeurait pas moins ferme sur son plan. Clermont-Tonnerre l'a démontré une fois de plus lors du comité d'entreprise de jeudi. Il écourtait l'ordre du jour après avoir examiné la situation financière, et déclarait que le CE avait donné son point de vue, qu'en conséquence il déposait son plan à l'Inspection du travail.

Si les travailleurs de la

SFP n'ont pas épuisé leur combativité, cette journée de jeudi aura néanmoins été éprouvante. Selon la motion votée mercredi, l'Intersyndicale intersociétés devait organiser ce jeudi matin des consultations dans chaque société en appelant à la grève générale, seule façon de rendre efficace la lutte. Or, ces consultations n'ont pas eu lieu, sous prétexte de difficultés organisationnelles, les représentants de l'Intersyndicale SFP étant au comité d'entreprise... La CGT, minoritaire dans les permettait chaines, se néanmoins de faire un appel dès ce matin, à la grève générale... évidemment pas suivi. La CFDT préférait retarder cet appel à lundi, pour passer le cap ktoujours difficile du weekend», le temps de mobiliser. Mais combien de jours ont été perdus pour la généralisation de l'offensive ? Qu'avait-on à attendre de ces négociations à partir du moment où le rapport de forces n'était plus favorable ? Les travailleurs n'ont cessé depuis mardi dernier, date où l'Intersyndicale faisait reprendre les chaînes, de réclamer l'extension de la grève. En connaissance de cause...

Coordination des élèves-infirmières

Journée d'action nationale le 13 mars

Les 10 et 11 février 1979, se sont réunies pour la coordination nationale de Chateauroux les déléguées d'écoles d'infirmières de 23 villes. Après une présentation des conditions de chaque école, nous avons pu constater que nous servons :

1) De personnel d'appoint pour pallier au manque d'effectifs dans les hôpitaux, en contradiction même avec les textes légaux : «En aucun cas, l'élève ne devra servir de personnel d'appoint au niveau des stages quels qu'ils soient» (Décret ministériel de la Santé du 5 octobre 1972).

Nous travaillons gratuitement à l'hôpital, et ce aux heures et aux périodes les plus chargées (heures du matin et période d'été).
 Nous avons à notre

3) Nous avons à notre charge :

- frais d'habillement.

de repas.

de transport.

de fourniture
d'inscription.

d inscriptio
de soins.

 Le droit d'être malade
 jours sur 28 mois (la franchise I).

 On nous refuse le droit acquis par tous les travailleurs, droit d'expression et d'organisation.

6) De plus, nous subissons une répression croissante (chantage au DE, passages de conseil technique, renvois arbitraires, jusqu'à internement pour deux élèves en hôpital psychiatrique pour mentalité et comportement incompatibles avec la profession).

Pour lutter contre cette situation et parce que travaillant déjà à l'hôpital nous subissons comme tous les autres travailleurs, des détériorations des conditions de travail, de réductions d'effectifs, nous exigeons le statut de travailleurs en formation.

Dans l'immédiat, nous appelons à une journée d'action nationale le 13 mars, pétition, AG, grève, manifestation, etc., autour de nos revendications suivantes :

 paiement des stages à plein temps sur la base du salaire aide-soignante.

 Refus de tout travail le week-end, sauf temps plein.

Gratuité des soins et des médicaments.

 Droit d'expression et d'organisation.

 Fourniture et entretien de l'uniforme par l'école.

Conscients que notre lutte concerne l'ensemble des travailleurs (personnel hospitalier et hospitalisés) nous appelons à un soutien actif.

Pour prendre contact avec la coordination écrire à : Comité de coordination régionale des écoles d'infirmières : 21 route du Croissant 29 210 Ploujean Morlaix

Celle qui vous renvoie à vos fourneaux

Annie, employée de banque, fait partie d'un groupe femmes d'entreprise. Elle est interviewée par Le Quotidien du Peuple à propos du livre de Christiane Collange «Je veux rentrer à la maison» publié aux éditions Grasses

Pourquoi Christiane Collange revendique-t-elle le droit de rentrer à la maison ?

Annie: Il faut bien voir que ce livre ne se rapporte qu'à son expérience personnelle. Elle est journaliste, mariée, a des enfants. Elle se dit très féministe ; elle a toujours soutenu les revendications des femmes. Et c'est au nom de cette attitude passée, qu'elle revendique aujourd'hui le droit de rester à la maison, car à cause de son métier, elle a loupé toute une partie de sa vie familiale. Par ailleurs, elle précise que c'est une tâche enrichissante que d'être à la maison, de tenir son foyer, d'élever ses enfants, etc.

Tu peux préciser le lien qu'elle établit entre son soutien par le passé aux luttes des femmes pour la reconnaissance de leurs droits, et sa revendication présente?

Annie: Depuis quelque temps, dit-elle, la situation des femmes a beaucoup évolué et changé: le marché du travail s'est largement ouvert à elles, et toujours selon Collange, «le salaire d'appoint» n'existe plus. La femme, si elle le veut, peut avoir le même salaire que l'homme. Si elle ne l'a pas, c'est qu'elle n'est pas suffisamment disponible. Et c'est là où

LA FÊTE DES MERES. Viviez. Seuil.188 pages. 39 F

Double monologue : celui d'une femme, future mère et qui passe son temps à écouter l'enfant qui pousse en elle ; c'est le moins intéressant.

Celui d'une femme de 58 ans qui, elle, a élevé quatre enfants et qui se retrouve seule, veuve et ses enfants mariés : c'est le plus tragique.

Que faire de ses journées quand on est désormais seule, alors que l'on a toujours vécu pour les autres, mari, enfants, sans jamais s'occuper de soi ?

Que faire de tout ce temps surtout lorsqu'on est au chômage, femme et âgée de 58 ans, ce qui vous enlève même l'espoir de jamais retrouver un emploi!

Certes, la jubilation de la future mère est là pour donner une note d'espoir, mais le cri d'angoisse de la femme-mère abandonnée nous marque de manière beaucoup plus dura-





Manifestation unitaire de lancement de la campagne avortement-contraception le 20 janvier 1979,

son raisonnement devient carrément réactionnaire. Les femmes ne peuvent pas s'investir réellement dans un métier, dans la mesure où par ailleurs, elles font acte de création en ayant des enfants. Et on ne peut pas se consacrer pleinement aux deux à la fois, c'est-à-dire être créatrice dans deux domaines différents.

Dans ce cas, pourquoi Collange veut-elle que ce soit les femmes qui restent au foyer ?

Annie: C'est là qu'intervient la notion de «féminitude». Dans le monde du travail, les femmes ne savent pas tenir tête, elles se laissent démonter facilement, car elles sont très sensibles. Elles manquent d'esprit tactique... Enfin, tu vois un peu les arguments qu'elle avance, ça paraît incroyable. Quand on pense à toutes les boîtes où les femmes se sont mobilisées, organisées, pour prendre en main leur propre lutte... Mais le pire c'est que tout est prétexte pour elle pour

dire qu'il faut rentrer à la maison. Par exemple, elle raconte qu'elle est allée visiter une usine de femmes où les conditions de travail étaient atroces. Tu devines les conclusions qu'elle en tire... Il vaudrait mieux être à la maison!

C'est donc un livre qui tombe bien dans la période actuelle de licenciements, de fermetures d'entreprises, de pression des patrons pour les départs volontaires, etc. ?

Annie: Bien sûr, il y a cet aspect. Mais surtout ce livre me semble être très dangereux pour une autre raison. Parce que Collange s'appuie toujours sur des évidences. Actuellement, vue le type de société dans laquelle on vit, les femmes ne bénéficient pas, au niveau du quartier par exemple, d'équipements collectifs qui permettraient de ne pas faire une double journée de travail, le soir en rentrant du boulot. Or à cause de ça, à

cause aussi des boulots qu'on leur propose, et des salaires qu'on leur donne, à cause surtout de la pression de la bourgeoisie, certaines, dans le Mouvement des femmes, se posent la question de savoir si les femmes ne devraient pas rester à la maison en revendiquant par exemple un salaire maternel. Certaines féministes italiennes et anglaises sont pour cette solu-

C'est très grave. Car revendiquer le droit au travail pour les femmes, c'est revendiquer également des équipements collectifs, des moyens pour pouvoir aller travailler. En cela le bouquin de Collange est dangereux parce qu'il reprend une idée qui est dans l'air, parce qu'il s'appuie sur des évidences, sur des situations dont on connaît la cause : l'organisation capitaliste de la société.

C'est un livre dangereux, vide, superficiel, réactionnaire.

> Propos recueillis par Michèle ROUX

LU... ET RETENU

Voici pour la première fois un ensemble d'études sur les formes multiples du travail féminin en France depuis un siècle et demi.

Bien sûr, les femmes ont toujours travaillé. Mais le terme de «travailleurs» relègue dans l'ombre les ménagères et les aides familiales au profit des salariées. Et c'est précisément des premières qu'il est question dans «Travaux de femmes dans la France du XIX° siècle».

Une autre partie est consacrée aux salariées. Malgré leur statut d'éternelles mineures, ces canutes, ouvrières du tabac, vendeuses de magasin ont résisté à la domination patronale et étatique.

De plus, il faut souligner que ce numéro, entièrement rédigé par des femmes, apporte une contribution importante pour les réflexions et l'action syndicale.

Revue «MOUVEMENT SOCIAL» N° spécial octobredécembre 19.8 Editions ouvrières Paris 20 F

Le PCF, que cela lui plaise ou non...

Le CERM nous donne ici le travail d'une vingtaine de collaborateurs. Ce sont des spécialistes qui ont écrit chacun un article, et qui s'adressent, pour la plupart, à des spécialistes : les différents articles de recherche ethnologique qui s'appuient en particulier sur les travaux d'Engels dans «L'origine de la famille, de la propriété et de l'Etat», n'apportent pas grand chose de nouveau ni de bien passionnant.

Par contre, trois articles attirent par leur actualité et leur liaison avec la réalité :

Ainsi, Angela Davis établit un lien intéressant entre le viol et le racisme.

Quant à «La reproduction des modèles dans la presse féminine. A qui profite le rêve des femmes?», c'est une étude sur le contenu, la fonction et le public de la presse féminine, qui est proprement passionnante.

Mais le plus intéressant, on le trouve dans «Les femmes actives en France. Bilan 1978»: c'est l'analyse, chiffres à l'appui, de la place des femmes dans le monde du travail: augmentation du nombre de femmes qui travail-

lent, mais aussi, avec la crise, augmentation de celles qui sont touchées par le chômage. (Elles représentent 54 % des demandeurs d'emploi).

D'autre part, leurs conditions de travail sont parmi les plus mauvaises et tendent à se dégrader; l'augmentation de la proportion des OS parmi les femmes est à cet égard significative.

De plus, toujours chiffres à l'appui, on peut constater que la revendication «A travail égal, salaire égal» est loin d'être dépassée.

Or, il ressort de tout cela que la participation de plus en plus massive des femmes à la vie active et aux luttes qui en découlent marque une avancée sans précédent vers leur émancipation.

Et le PCF dans tout cela ? Oh, il est bien présent en filigrane dans tous les articles, même si ceux-ci ne sont pas tous écrits par des gens de ce parti, mais il n'apparaît clairement que dans quelques-uns, et notamment les deux derniers.

L'un, de Yann Viens est intitulé . «Femmes, politique et PCF», et comme, n'est-ce pas, la politique c'est eux, on est abreuvé de chiffres concernant l'augmentation du nombre de femmes qui votent PCF, les adhésions en nombre sans cesse croissant des femmes, l'évolution de leurs responsabilités,... pour en arriver à la conclusion que : «Par ses objectifs, par ses contributions à l'effort commun, par sa pratique politique, le PCF est bien dans les faits le parti de la libération de la femme».

Ce qui explique, bien sûr, que le PCF n'aime pas être concurrencé sur ce terrain et qu'il a toujours nié le travail des différents groupes femmes, allant jusqu'à les exclure des manifestations : c'est certainement de cette manière que le PCF, toujours d'après Yann Viens, «a la volonté d'assumer pleinement l'aspiration des femmes à leur libérations».

Mais l'article le plus édifiant à cet égard est sans conteste celui d'Yvonne Quiles : «L'idéologie sexiste, ça existe, je l'ai rencontrée» : on y parle d'«autogestion», on assiste à une simili autocritique disant que «toutes les révoltes du système sont à

interroger» qu'«aujourd'hui, que cela plaise ou non, on est bien obligé de prendre en compte, comme non négligeable, l'influence et l'action du nouveau féminisme»; mais c'est pour mieux, bien sûr, tirer la couverture à soi. Ainsi, seul le PCF serait capable de mener à bien toutes les aspirations diverses exprimées par les femmes.

Et, d'ailleurs «la législation de l'avortement qui a été obtenue grâce à l'apport des partis de gauche, du Parti communiste notamment, en est une illustration». Pas un mot sur la lutte longue et difficile des femmes à ce sujet, du rapport de forces qu'il a fallu construire pour obtenir une loi qui est loin d'être parfaite!

Voilà comment le PCF voit le mouvement des femmes : pour lui, ce n'est qu'un tremplin pour se mettre en avant et récolter tous les fruits.

Hélène NOHAN

LA CONDITION FÉMININE Par le Centre d'études et de recherches marxistes. Editions sociales. 381 pages. 55 F

KAMPUCHEA: L'ENLISEMENT VIETNAMIEN Le point sur les combats

«Le 11 janvier, le gouvernement du Kampuchéa démocratique appelait au repli stratégique mais. dès le 15 janvier, il appelait à la contre offensive. Celle-ci n'a cessé de se renforcer depuis». Au début de cette semaine, des responsables du Comité des patriotes du Kampuchéa démocratique en France. ont fait avec nous le point de deux mois d'agression vietnamienne et de deux mois de résistance du peuple du Kampuchéa, qui ont mis l'occupant dans une situation très difficile.

Les patriotes kampuchéans ont rappelé d'abord l'ampleur de l'offensive vietnamienne. «Dès les premiers jours de janvier, ce sont 120 000 hommes qui ont été lancés par Hanoi contre le Kampuchéa démocratique, !4 divisions d'infanterie, une division de blindés, une division d'artillerie, plus l'aviation et les navires qui ont bombardé le Sud du Kampuchéa. Durant la guerre d'agression américaine, les troupes de Lon Nol que nous devions affronter ne représentaient même pas la moitié de cela. Les dirigeants vietnamiens ont voulu occuper le plus rapidement possible, le plus possible de terrain, pour mettre l'opinion internadevant le fait actionale compli.

Ainsi, deux divisions vietnamiennes sont venues du Laos et ont pénétré par la nationale 19, trois autres divisions ont pénétré à l'Est vers Kratié, trois autres vers Kompong Cham, trois par la nationale trois autres plus au Sud, par la nationale 2, dans le Bas-Mékong. Ces divisions ont pénétré, précédées par d'intenses bombardements aériens, avec la participation de l'aviation soviétique, et d'intenses pilonnages à l'artillerie lourde, un déluge de feu caractéristique des méthodes des stratèges soviétiques. De nombreux villages, de nombreuses coopératives, ant été entièrement rasés, la population massacrée ;

une partie des temples d'Angkor, joyau du patrimoine national, a été détruite : les autorités vietnamiennes ne reculent devant rien pour assimiler le Kampuchéa».

UN CHAMP D'EXPERIMENTATION

La manière dont la guer-

re est menée par les assaillants témoigne non seulement de leur agressivité pour réaliser leurs ambitions hégémonistes, mais aussi que le Kampuchéa, où sont mises en œuvre les armes les plus sophistiquées livrées par Moscou, est devenu un champ d'expérimentation du social-impérialisme soviétique dans le domaine de la guerre conventionnelle. C'est un champ d'expérimentation, au même titre que la Corne de l'Afrique, en vue de la conduite d'autres batailles sur d'autres théâtres d'opérations, dans le Tiers Monde, et à plus long terme, sur le continent européen. «Les Vietnamiens utilisent au Kampuchéa toutes sortes de matériels, tels que les chars T 54 et T 62. Le T-62 est le dernier cri de l'armement soviétique. Grâce à son système d'infrarouge, il est aussi efficace la nuit que le jour. En toutes circonstances, il peut se déplacer rapidement, traverser les rivières, tirer avec précision. D'autre part, ce sont des troupes d'élite du Nord-Vietnam qui ont été envoyées combattre au

Kampuchéan «Dés le début de l'offensive vietnamienne, disent les patriotes kampuchéans, le gouvernement du Kampuchéa démocratique a estimé qu'il ne pouvait pas s'opposer à l'ennemi de front, des forces patriotiques. ces forces à décrocher. Ceci explique l'avance rapide des Vietnamiens, jusqu'à Phnom-Penh. Mais, si ceux-ci ont cru avoir pu mener ainsi à bien leur plan qui consistait à prendre le contrôle du Kampuchéa grâce à une guerreéclair, ils en sont aujourd'hui pour leurs frais, car ils s'enlisent. Depuis le 15 janvier, c'est le peuple du Kampuchéa qui a le contrôle de la situation».

SAISON DES PLUIES : DIFFICULTES SUPPLEMENTAIRES **POUR HANOI**

Le Comité des patriotes du Kampuchéa estime que les difficultés des occupants vont encore s'aggraver avec la saison des pluies qui commence fin avril (jusqu'en décembre). Si les conditions naturelles jouent ainsi contre l'occupant, c'est parce qu'elles appuient des faiblesses qui découlent de la logique même de la guerre vietnamienne. «La saison des pluies, disent les patriotes, avec les inondations, notamment dans la région du Tonle Sap, va rendre encore plus difficiles les manœuvres des Vietnamiens qui misent sur leur armement lourd. Leurs problèmes d'approvisionnement et de logistique, déjà très grands, car ils ne disposent pas d'arrière sûr au Kampuchéa, vont encore être aggravés. Ces problèmes ne se posent pas

sinon il y aurait beaucoup de pertes dans les rangs C'est pourquoi il a appele

pour nous, car le peuple contrôle les campagnes où il s'occupe des cultures et de l'élevage. Quant aux bombardements, ils font des dégâts mais ils ne sont pas très efficaces car la population est dispersée. De plus, les forêts qui couvrent les 2/3 du territoire de notre pays, sont largement mises à profit pour la guerre de guérilla qui encercle l'ennemi dans les villes».

Les patriotes du Kampuchéa comparent, du point de vue des difficultés de l'agresseur, la situation actuelle à celle de fin 1974début 1975, face aux troupes de Lon Nol. Est-ce à dire que les Vietnamiens vont bientôt plier bagages ? «Sûrement non», disent les patriotes.

HANOI S'ENFONCE DANS L'IMPASSE

«Le Kampuchéa est le point-clé pour la politique

hégémoniste dans la région. Dans la logique hégémoniste du régime vietnamien, contrôler le Kampuchéa est pour lui une question de survie. Aussi, les Vietnamiens ne voudront pas décrocher du Kampuchéa, et leurs difficultés seront de plus en plus grandes. Face à la riposte chinoise, ils ne peuvent guère envoyer vers la frontière chinoise que des troupes venant du Sud-Vietnam. Et sans compter le problème logistique que représenterait un important transfert de troupes du Kampuchéa vers la Chine, il ne leur est guère possible de décrocher dans la mesure où ils ont à faire face à la résistance du peuple du Kampuchéa, à ses contreoffensives.

Dans leur volonté de contrôle du Kampuchéa, les dirigeants vietnamiens mènent une véritable guerre d'extermination. En plein 20° siècle, nous sommes confrontés au problème de l'extermination de notre

ethnie. Nous avons l'exemple du Laos où les Vietnamiens pratiquent une politique d'assimilation forcée. De ce point de vue, l'agression que nous affrontons est différente de ce qu'elle était avec l'impérialisme américain : celui-ci visait à disposer d'une base pour agresser d'autres peuples, et non fa disparition de notre peuple en tant que tel. La guerre que nous menons aujourd'hui au Kampuchéa n'est pas seulement pour une question de régime, mais pour la survie même du peuple du Kampuchéa. Cette donnée renforce la volonté de résistance, rendant ainsi encore plus difficile la tentative vietnamienne de «khmérisation» de la guerre qui consisterait à s'appuyer sur une fraction de la population du Kampuchéa pour mener à bien la politique vietnamienne de domination et d'assimilation».

> Propos recueillis par Jean-Paul GAV

«Nous faisons ce que nous avons dit...»

Un éditorial du Remin Ribao

Dans un éditorial du 7 mars, le Renmin Ribao, organe central du Parti communiste chinois, écrit nomanqué parole, alors que les autorités vietnamiennes provoquaient délibérément des troubles et commettaient des invasions dans nos régions frontières, nous leur avons donné à maintes reprises conseils et avertissements dans l'espoir qu'elles s'arrêtent au bord du précipice, cessent leurs incursions armées et leurs activités provocatrices et ne fassent pas la sourde oreille aux avertissements de la Chine. Cependant, appuyées par l'Union soviétique, elles ont agi avec obstination et avec une arrogance accrue. Au moment où nos troupes de la défense-frontière furent contraintes de riposter, gouvernement chinois proclama solennellement devant le monde entier que notre riposte serait limitée en ce qui concerne l'objec-

tif, l'espace et le temps, que nous ne prétendions à aucun pouce du territoire vietnamien et que nous souhaide tranquillité. Nous faisons ce que nous avons dit. Après la riposte devenue nécessaire, nos troupes de la défense-frontière sont sur chemin du retour pour s'en tenir strictement à la défense de la frontière de la patrie. Si les autorités vietnamiennes ne commettent plus de provocations et d'invasions armées sur notre frontière après le retour de nos troupes de la défensefrontière dans notre pays, on peut espérer que la frontière sino-vietnamienne sera une frontière de paix et de tranquillité. Si elles conti-nuent à agir comme par le passé, nos militaires et civils des régions frontalières leur riposteront résolument selon le principe qui dit : «Si on ne nous attaque pas, nous n'attaquons pas; mais si on nous attaque, nous contre-

Le peuple chinois ne veut pas et n'a pas besoin de se battre avec le Vietnam. Les conflits armés à la frontière sino-vietnamienne ont été provoqués uniquement par les autorités vietnamiennes Depuis quelques années, à l'instigation de l'Union soviétique, celles-ci ont poursuivi l'escalade dans leurs intrusions et provocations armées dans les régions frontières chinoises, menacant sérieusement la sécurité de notre pays et portant atteinte à sa souveraineté, à son intégrité territoriale et à la tranquillité de ses régions frontières. Un tel état de choses, aucun pays indépendant ne saurait le tolérer Si nous restions indifférents à ces actes d'agression, nous encouragerions l'agresseur et ne saurions réaliser notre modernisation socialis-

(...) Par cette juste riposte, nos troupes de la défense-frontière ont rabattu l'ar rogance agressive des autorités vietnamiennes, brisé le mythe de l'invincibilité du «Cuba asiatique» et infligé un coup cinglant au plan d'agression soviétique d'expansion contre le Sud-Est asiatique (...).

...) Le gouvernement chinois a toujours été d'avis que le litige entre la Chine et le Vietnam doit être pacifiquement réglé par voie de négociations et notre position est conséquente. Il a proposé le 17 février de cette année des négociations immédiates entre les deux côtés. Le 1er mars, il a avancé une nouvelle proposition pour engager des pourparlers à l'échelon des vice-ministres des Affaires étrangères. Nous espérons de tout cœur que les autorités vietnamiennes donneront une réponse positive à cette proposition, compte tenu de l'amitié entre les deux peuples et des intérêts fondamentaux du peuple vietnamien (...).

Les occupants encerclés

Des villes occupées, sans être forcément contrôlées totalement par les occupants, mais généralement vides de population, une campagne qui échappe à peu près complètement au contrôle vietnamien, et des grands axes de communication, sans cesse coupés par les forces patriotiques, tel est le tableau de la situation actuelle, dressé par le «Comité des patriotes du Kampuchéa». «A l'Est, dans la province de Mondulkiri, région au relief montagneux où s'étaient constitués des bases parmi les premières, de la résistance anti-US, l'agresseur vietnamien a été repoussé. Dans la province de Ratanakiri, l'ennemi ne tient plus que quelques points où il est difficilement ravitaillé. La route entre Kampong Cham et Kampong Thom est coupée par les forces populaires. La route menant à Battambang, chef-lieu de la province la plus riche sur le plan agricole, près du Tonle Sap, est elle aussi coupée en plusieurs points par les forces patriotiques. De même, la route menant à la baie de Kampong-Som, au Sud-Ouest, est contrôlée pour l'essentiel par l'armée révolutionnaire. En ce qui concerne les villes, beaucoup sont isolées, telle Pursat, à l'Ouest du pays, dans la province du même nom, et qui ne peut être ravitaillée que par la voie aérienne. Autres exemples : la ville de Kratié, à l'Est, n'est même pas contrôlée totalement par l'ennemi par ailleurs, dans la ville de Kampong Chhnang, voici une semaine, des Cubains ont été tués, les occupants sont attaqués chaque fois qu'ils sortent de la ville mais ils le sont aussi à l'intérieur même de la ville».

SOMMAIRE

P.2
Revue des revues
P. 5

«Contraires au sein du peuple». Aujourd'hui : les révolutionnaires et l'Europe (suite)

P. 8 et 9

Dossier : «Femmes travailleuses, femmes chômeu-

P. 12
Le mouvement populaire
en Centrafrique

23° congrès du PCF : tribunes critiques dans L'Humanité

A livres ouverts

Après un début terne (voir article en page politique), la tribune de discussion du 23° congrès s'anime. L'Humanité du vendredi 9 publie cinq tribunes très critiques envers l'orientation de la direction. Antoine Spire, ancien directeur commercial des Editions sociales, porte ses critiques sur trois points:

1) il n'y pas de «guerre idéologique», mais un «débat», une «lutte idéologi-

quen normale.
2) Le PS «n'est pas à droite», il est traversé par des courants divers.
3) Le bilan de l'URSS n'est

pas «globalement positif».

Gilbert Enaud, de Nantes, estime «néfaste» la politique d'union de la gauche «parce qu'elle renforce la social-démocratie». Mêmes réflexions de Guy Lacombe, du 20^e arrondissement de Paris. A l'inverse, Jean Rony, rédacteur de France Nouvelle, pense que le PS «a un double aspect». Même idée chez Jacques Gales, de Toulouse.

La direction du PCF semble donc avoir décidé d'ouvrir le débat sur la nature du parti socialiste. Un débat pas trop nuisible pour elle.

Au-delà d'un accord israélo-égyptien QUE CHERCHE CARTER AU MOYEN - ORIENT ?

Le président des États-Unis est arrivé jeudi aprésmidi au Caire pour s'entretenir avec Sadate des nouvelles propositions américaines visant à accélérer la signature de l'accord israélo-égyptien. Selon les sources officielles américaines, les considérations d'ordre stratégique concernant l'ensemble du

velles propositions sont positives» à en croire le Premier ministre égyptien qui ajoute toutefois que «certaines modifications pourraient être apportées». Moustapha Khalil exprime la position égyptienne en précisant qu'«il n'y aura pas d'obstacle réel pour parvenir à un traité de paix si la patrie israélienne montre la même compréhension de la situation dans la région et de la nécessité d'avoir un traité de paix global». Le «si» est également de rigueur à Jérusalem où les dirigeants sionistes déclarent que la signature interviendra «si» l'Egypte fait des concessions sur les derniers éléments de litige et «si» les problèmes bilatéraux entre les États-Unis et l'Egypte sont également réglés. Faut-il conclure, des réserves exprimées de part et d'autre, que les positions respectives de chacun n'ont guère évolué ou que les efforts sont mutuels pour ménager un effet de surprise qui finit par s'émousser? Ou bien ne faut-il pas chercher ailleurs les vraies raisons qui motivent la tentative de mettre en ceuvre le processus de «paix séparée» entamé à Camp David ? Car d'après ce qui a pu transpirer des propositions américaines, aucune des questions qui faisait jusqu'à maintenant obstacle à la conclusion de l'accord ne semble réglée. Par exemple, en ce qui con-

Pour le Caire «les nou-

cerne la question primordiale de la nature de l'autonomie palestinienne en Cisjordanie, sa résolution est repoussée à un an après la signature du traité. Comme on le voit, les propositions américaines ne résolvent aucune des divergences entre Israël et l'Egypte, et pourtant l'accord entre les deux semble possible.

COMPENSER L'IRAN ?

La signature de l'accord israélo-égyptien représenterait un intérêt certain pour les positions de l'impérialisme américain dans la région, sans compter le regain de popularité qu'espère en retirer le président Carter. Cependant, un tel traité, réduit à une base d'accord on ne peut plus minimale, ne peut qu'être très fragile. Avant tout, parce qu'il ne prend aucunement en compte les droits du peuple palestinien, et que son application ne peut de ce fait, que se heurter à la résistance du peuple palestinien et des autres peuples arabes. Cette résistance qui s'est exprimée par exemple dans la constitution d'un front arabe, au sommet de Bagdad, soulignant la capacité des peuples arabes à mener la lutte hors des ingérences extérieures, a d'ores et déjà cassé la «dynamique» que Carter voulait instaurer à Camp David en entraînant les pays arabes dans le sillage

Proche-Orient occupent une place importante dans les motivations du voyage de Carter au Caire et à Jérusalem. En signe de protestation contre la visite de Carter en Palestine occupée, l'OLP appelle les masses palestiniennes et arabes à observer une journée de grève générale vendredi.

de Sadate. De toutes manières, un accord israéloégyptien sous la houlette de Carter, est loin de compenser pour la stratégie US la perte que représentent les changements survenus en Iran.

La chute du régime du Shah, lié à l'impérialisme US, a en effet bouleversé la situation au Proche-Orient. Ces changements amènent l'impérialisme américain à reconsidérer son dispositif en fonction de nouvelles alliances ou du renforcement de l'appui à certains alliés, telle l'Arabie Saoudite, dont les dirigeants ont désormais des doutes sur la crédibilité de la garantie américaine.

REDEPLOIEMENT US DANS LA REGION

Cet aspect est loin d'être absent des préoccupations de Carter, au tournée, 58 cours de l'indiquait claicomme Washington rement le Post de mercredi : «La stratégie du président Carter, dans son voyage au Proche-Orient cette semaine, dépasse l'important traité de paix israélo-égyptien qu'il pourrait conclure. Il cherchera aussi à endiguer une série de revers politiques qui menacent les positions US dans toute cette région». Dayan reconnaît que les questions du dispositif américain ont

été abordées lors des entretiens Carter-Bégin. Ce dernier a rapporté qu'il a été question d'une base navale américaine permanente dans le port de Haifa, et d'une base aérienne de l'US Air Force à Etzion dans le Sinaï. Une des conditions émises par Israel pour signer le traité réside dans le paiement par les États-Unis du déplacement des bases aériennes sionistes dans le Sinaï pour les réinstaller dans le désert du Néguey. Le département d'État américain indique lui-même les véritables motivations des États-Unis dans leur empressement à parachever les accords de Camp David : «Jimmy Carter a une bonne chance de gagner son pari, parce que la question de l'autonomie palestinienne, point d'achoppement il y a deux mois, des accords de Camp David, est maintenant éclipsée par des considérations stratégiques qui concernent l'ensemble du Proche-Orient».

Outre la volonté d'Israël de renforcer ses moyens militaires, Carter a un autre atout sur lequel il compte s'appuyer : l'aide économique qu'il envisage de fournir à l'Egypte et qui pourrait s'élever à 10 milliards de dollars en 5 ans.

Face à ces manœuvres de l'impérialisme américain, l'OLP, toujours fermement opposée à toute paix séparée, appelle les masses palestiniennes et arabes, «dans la patrie occupée et hors d'ellen, à observer une grève générale vendredi et à s'opposer par tous les moyens à la visite de Carter.

Frank ROUSSEL

Réactions des pays arabes à la visite de Carter

Syrie: Le ministre des affaires étrangères Abdelhalim Khaddam a déclaré: «Le président Sadate ne reviendra pas au sein du monde arabe et signera définitivement un traité de paix avec Israël».

Irak: Le ministre irakien des affaires étrangères a déclaré que cette initiative prouvait que le président Sadate était décidé à signer un accord de paix séparée avec Israël, quelle que soit la position adoptée par l'Etat sioniste. Il a précisé: «Les Etats-Unis ont exprimé leur désir de renouer les relations avec l'Irak mais nous leur avons dit que les causes de la rupture demeurent toujours en force».

Jordanie: Le quotidien Al Ra'y» écrit: «Cela accroît nos soupçons quant au rôle futur des militaires israéliens dans la partie orientale du monde arabe et à l'étendue du soutien qu'ils obtiendront des Etats-Unis pour mener à bien leurs desseins agressifs et expansionnistes».

Le 8 mars, journée internationale des femmes

Iran : des dizaines de milliers de femmes dans les rues de Téhéran contre le tchador



La journée internationale des femmes aura aussi été suivie en Iran. Au moment où Khomeiny appelle à suivre avec rigueur les principes du Coran, et met en place un ministère du «contrôle du comportement conforme aux préceptes», fustigeant Bazargan pour sa mollesse et son occidentalisme, plusieurs dizaines de milliers de femmes (50 000 selon certaines sources) sont descendues dans les rues de Téhéran. «Nous voulons la liberté, pas le tchador le ont-elles scandé, entre autres. Le tchador, ce voile que l'Islam impose aux femmes, symbole de l'oppression qu'elles subissent. Car si Khomeiny impose le tchador, il revient aussi sur de nombreux acquis : divorce, avortement... La mixité est devenue un tabou (écoles, cours de tennis).

Depuis plusieurs jours des «brigades islamiques» sillonnent les rues, pour vérifier que les femmes sont bien revêtues de foulard, les bras et les jambes couvertes, menaçant celles qui ne suivent pas les conseils de Khomeiny. Des femmes se rendant à leur travail en tenue «non conforme» étaient refoulées. C'est contre ces mesures que les femmes, qui ont participé activement au renversement du Shah, manifestent pour un régime démocratique; les forces de l'ordre islamiques dispersaient les manifestantes en tirant des pours de feu en l'air.

Paris

«Prenons la rue»

gande (peu d'affiches, de hier nous étions entre 2 000 et 3 000 femmes - dont quelques hommes - à manifester acontre toutes les violences qui nous sont faites, contre tous les enfermements» entre Jules Joffrin (domaine de Joël Le Tac) et République à Paris. Comme à l'accoutumée, la manifestation des femmes est gaie, dynamique avec un air de fête : femmes déguisées, flambeaux, bougies, lanternes, bombages, l'imagination était dans la rue. Au cours de la manifestation, un sex-shop est détruit. Une déclaration de la coordination des femmes contre la répression a été faite au début et à la fin de la manifestation pour protester contre le

sort que le régime islami-,

que et Khomeiny réservent

aux femmes iraniennes : A

Téhéran, elles étaient plu-

Malgré une faible propa-

sieurs dizaines de milliers dans la rue contre le port ' du voile.

A la tête de la maniderole barre toute l'avenue : «Ni maisons closes. ni foyers, nous refusons d'être enfermées». L'aspect principal donné à notre manifestation était de «prendre la rue» de «prendre la nuit», de lutter contre l'oppression que nous subissons quotidienpement : «Quand une femme dit non, c'est non, rasle-viol», «Les femmes dans la rue, pas dans les cuisines», «Femme, quand tu entends une femme crier, ne la laisse pas seule, solidaritéu, «Dans les usines, dans les cuisines, dans les écoles, dans les bordels, dans les prisons, au creux du lit, partout les femmes sont opprimées, c'est toutes ensemble qu'il faut lut-

Cependant la participa-

tion de plus en plus active des groupes femmes d'entreprise dans le mouvement ne s'est pas reflétée sence de mot d'ordre sur l'avortement, le chômage, peu de solidarité vis-à-vis des sidérurgistes en lutte. Pourquoi le mot d'ardre : «Dernières embauchées, premières licenciées» repris massivement l'an dernier. ne s'est-il pas imposé cette année, alors que la situation sociale s'aggrave de jour en jour ?

Les différents axes de lutte des femmes aujourd'hui n'ont pas été reliés de manière significative : toutes les agressions sexistes d'une part et le droit à l'emploi d'autre part, alors que tout ceci se trouve étroitement lié dans notre vie quotidienne.

Une manifestation vivante mais peu novatrice par ses thèmes.

Des manifestantes